

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet SESSION BORDER CONTROLLER SOLUTION	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-146725/A	Date 2013-11-25
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-146725	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EJ-420-26617	
File No. - N° de dossier 420ej.W8474-146725	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-12-11	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Vasilescu-Popa, Daniela	Buyer Id - Id de l'acheteur 420ej
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6678 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-1156
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Acquisition Branch, STAMS, ITSPD / Direction générale
des acquisitions, SGAST, DASIT
Computer Hardware Division
Div. de l'équipement informatique
Place du Portage, Phase III, 4C2
11 Laurier Street/11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

DEMANDE DE SOUMISSIONS

CONTRÔLEUR DE SESSION EN PÉRIPHÉRIE (CSP)

POUR LE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	6	.5	...
1.1 Introduction	6	...	
1.2 Sommaire	6	...	
1.3 Comptes rendus	7	...	
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DE SOUMISSIONNAIRES	8	...	
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	8	...	
2.2 Présentation des soumissions	8	...	
2.3 Ancien fonctionnaire	8	...	
(a) Renseignements exigés	8	...	
Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques du Conseil du Trésor et les directives sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat.	8	...	
2.4 Demande de renseignements - en période de soumissions	10	...	
2.5 Lois applicables	10	...	
2.6 Améliorations apportées aux besoins pendant la période de soumissions	10	...	
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	11	...	
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	11	...	

3.2 Section I : Soumission technique	12
3.2 Section II : Soumission financière	13
3.4 Section III : Attestations	13
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	14
4.1 Procédures d'évaluation	14
4.2 Étapes de l'évaluation	14
4.3 Évaluation technique	15
4.4 Évaluation financière	16
4.5 Méthode de sélection	17
PARTIE 5 - ATTESTATIONS	19
5.1 Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat	19
5.2 Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat	19
5.3 Attestation du soumissionnaire relative à la fourniture de matériel et de logiciels commerciaux	19
5.4 Attestation du FEO	19
5.5 Attestation de l'éditeur de logiciels et autorisation de l'éditeur de logiciels	20
5.6 Attestations supplémentaires exigées avec la soumission à la date de clôture de la demande de soumissions	20
5.7 Attestation du contenu canadien	20
5.8 Marchés réservés aux entreprises autochtones	21
PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	22
6.1 Exigences relatives à la sécurité	22
6.2 Capacité financière	22
PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	23

7.1 Besoin	23
7.2 Biens ou services optionnels	23
7.3 Clauses et conditions uniformisées	24
7.3 Exigences relatives à la sécurité	24
7.4 Période du contrat	25
7.5 Responsables	25
7.6 Divulgence proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires	26
7.7 Paiement	26
7.8 Instructions relatives à la facturation	29
7.9 Attestations	30
7.10 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur	30
7.11 Lois applicables	30
7.12 Ordre de priorité des documents	30
7.13 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	31
7.14 Exigences en matière d'assurances	31
7.15 Limitation de la responsabilité - gestion de l'information et technologie de l'information	31
7.17 Entrepreneur en coentreprise	32
7.18 Matériel	33
7.19 Substitutions de produits livrables et solutions de rechange	34
7.20 Élargissement de la gamme de produits existants	34

7.21 Résiliation pour des raisons de commodité des services de maintenance de l'équipement	35
7.22 Logiciel sous licence	35
7.23 Maintenance et soutien du logiciel sous licence	36
7.24 Formation	37
7.25 Préservation des supports électroniques	38
7.26 Déclarations et garanties	38
7.27 Accès aux biens et aux installations du Canada	38
7.28 Responsabilités relatives au protocole d'identification	38
.1 Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu de l'initiative du gouvernement fédéral sur la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, décrite à l'Annexe 9.4, Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, du Guide des approvisionnements.	51
.2 Le soumissionnaire :	51
.3 Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :	51
.4 Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :	51
.5 À la demande du Canada, le soumissionnaire doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le soumissionnaire doit veiller à ce que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'entrepreneur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.	51
.6 En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.	51

Liste des annexes du contrat subséquente

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Fiche de présentation de la soumission financière
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-146725/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

420ej

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W8474-146725

420ejW8474-146725

Annexe D Certification - Programme de marché réservés aux entreprises autochtones

Formulaires

- Formulaire 1 - Formulaire de présentation de la soumission
- Formulaire 2 - Formulaire d'attestation de la conformité technique
- Formulaire 3 - Formulaire d'attestation du fabricant d'équipement d'origine (FEO)
- Formulaire 4 - Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel
- Formulaire 5 - Formulaire d'autorisation de l'éditeur du logiciel

DEMANDE DE SOUMISSIONS

CONTRÔLEUR DE SESSION EN PÉRIPHÉRIE (CSP)

POUR LE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

PARTIE - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions compte sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : renferme les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin du ministère de la Défense nationale (le « **client** ») d'acquérir un contrôleur de session en périphérie pour son centre d'essais à Ottawa. Le directeur, Ingénierie et intégration (Gestion de l'information) (DIIGI) a mis sur pied un laboratoire d'essai qui évaluera diverses technologies liées aux réseaux et étudiera leur interopérabilité avec les architectures réseau existantes du MDN/des FC. Ce besoin vise à établir la capacité de contrôleur de session en périphérie (CSP) afin de prendre en charge le projet AS-SIP (protocole initiation de session – services assurés), pour le laboratoire de technologie IP (LEIP). Un CSP est un dispositif normalement déployé sur des réseaux VoIP (voix sur IP) pour exercer un contrôle sur la signalisation et les flux de données de contenu multimédia qui permettent d'établir, de faire et de couper des appels téléphoniques ou d'autres communications interactives multimédias. Les CSP maintiennent habituellement l'état de la session complète et comprennent des fonctions comme la sécurité, la connectivité par l'intermédiaire de diverses techniques, la qualité du service (QS), la priorisation des appels d'urgence et des services multimédias.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-146725/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 420ej
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le besoin comprend le matériel, le logiciel, la formation et les services professionnels, la documentation, la configuration, l'intégration, l'installation et une garantie de retour à l'atelier/service d'entretien d'un an..

On prévoit attribuer un contrat d'un an, assorti de quatre options irrévocables d'un an chacun, en vue de permettre au Canada de prolonger la période de maintenance et d'acquérir du matériel, des licences de logiciels et des services supplémentaires.

Les soumissionnaires doivent fournir une liste des noms ou d'autres renseignements connexes, selon le besoin, en vertu de la Section 01 des Instructions générales 2003.

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour plus de renseignements, voir la partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la partie 7, Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC – Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/index-fra.html>) sur le site Web des Documents uniformisés d'approvisionnement du Ministère.

Ce besoin est assujéti à une préférence pour les biens et / ou des services canadiens.

Pour les besoins de services, les soumissionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent fournir l'information demandée à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.

Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones du gouvernement fédéral.

Ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.

Conformément à l'article 1802 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), l'ACI ne s'applique pas au présent marché.

Le contrat subséquent ne doit pas être utilisée pour les livraisons à effectuer dans une région visée par une entente de revendication territoriale globale (ZPRTG). Toutes les livraisons à effectuer dans cette région doivent être traités individuellement.

1.3 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demandes de soumission. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demandes de soumission. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DE SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumission par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)..

- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées – Biens ou services – Besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumission et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les dispositions des Instructions uniformisées 2003 et le présent document, c'est le présent document qui a préséance.
- (d) Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :
- (i) Supprimer : soixante (60) jours
 - (ii) Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

- (a) Renseignements exigés

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques du Conseil du Trésor et les directives sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat.

- (b) Définitions

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie un ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada :

un individu;

un individu qui s'est incorporé;

une société constituée d'anciens fonctionnaires;

une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi à la suite de la mise en œuvre de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de départ, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les pensions de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle a une incidence sur la LPFP. Elle ne comprend pas les pensions payables en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension version conformément à la *Loi sur le Régime de pension du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

(c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants à l'égard de tout fonctionnaire touchant une pension :

Le nom de l'ancien fonctionnaire;

La date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou du départ à la retraite.

En fournissant ces renseignements, le soumissionnaire qui est retenu accepte que son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension soit publié sur les sites Web ministériels dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'*Avis sur la Politique des marchés : 2012-2* et aux *Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés*.

(d) Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

le nom de l'ancien fonctionnaire;

les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

la date de la cessation d'emploi;

le montant du paiement forfaitaire;

le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;

le nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demande de renseignements - en période de soumissions

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 10 jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions. Il est possible que les demandes reçues après ce délai ne reçoivent pas de réponse.
- (b) Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumission auquel se rapporte la question. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec précision. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » seront traités comme tels, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas de caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent doit être interprété et régi par les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées selon ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. *Les soumissionnaires doivent préciser sur le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.*

2.6 Améliorations apportées aux besoins pendant la période de soumissions

Si les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, ils sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements - en période de soumission ». Le Canada a le droit d'accepter ou de rejeter l'une ou l'autre des suggestions proposées ou la totalité de celles-ci.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) **Copies de la soumissions** : Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- (i) Section I : Soumissions technique (1 exemplaire papier *et 1 exemplaire électronique* sur CD ou clé USB);
- (ii) Section II : Soumission financière (1 exemplaire papier *et 1 exemplaire électronique* sur CD ou clé USB);
- (iii) Section III : Attestations (1 exemplaire papier *et 1 exemplaire électronique* sur CD ou clé USB);
- (iv) Section IV : Renseignements supplémentaires (1 exemplaire papier *et 1 exemplaire électronique* sur CD ou clé USB).

En cas de contradiction entre la version électronique et la version imprimée, cette dernière version aura préséance.

Les prix doivent figurer uniquement dans la soumission financière.

- (b) **Présentation de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (i) utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
- (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumission;
- (iii) joindre une page titre sur chaque volume de la soumission comprenant le titre, la date, le numéro de la demande de soumissions, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de son représentant;
- (iv) joindre une table des matières.

- (c) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a adopté une politique selon laquelle les ministères et organismes fédéraux doivent prendre les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques, qui se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm> Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt que couleur, impression recto verso, et des agrafes ou des trombones plutôt qu'une reliure Cerlox, une reliure à attaches ou une reliure à anneaux.

- (d) **Présentation de soumissions multiples par un groupe soumissionnaire**

- (i) Un groupe soumissionnaire peut présenter :
 - (A) une soumission d'un membre du groupe soumissionnaire et une soumission d'un membre du groupe soumissionnaire faisant partie d'une coentreprise dont au moins un des intervenants n'a aucun lien avec le groupe soumissionnaire;
 - (B) deux soumissions à titre de coentreprise; chacune de ces deux coentreprises devra comprendre un ou plusieurs membres du groupe soumissionnaire. L'une

des deux coentreprises devra compter au moins un membre qui n'a aucun lien avec le groupe soumissionnaire;

- (C) deux soumissions qui proviennent de membres différents du groupe soumissionnaire.

(ii) La présentation de toute soumission provenant d'un ou plusieurs membres d'un même groupe soumissionnaire en réponse à la présente demande de soumissions, à l'exception des cas énoncés au point (i), est interdite. Si les membres d'un groupe soumissionnaire présentent des soumissions supplémentaires, le Canada choisira, à son entière discrétion, les soumissions dont il tiendra compte. Si les membres d'un groupe soumissionnaire choisissent de présenter deux soumissions, ils devront soumettre deux documents distincts sur lesquels ils devront indiquer qu'il s'agit de soumissions différentes. Chaque soumission sera évaluée indépendamment sans égard aux autres soumissions présentées, et, par conséquent, chaque soumission doit être complète en soi.

(iii) Aux fins du présent article, « **groupe soumissionnaire** » s'entend des entités (qu'elles soient notamment formées d'une ou de plusieurs personnes physiques, de sociétés, de partenariats, de sociétés de personnes à responsabilité limitée ou autres) liées entre elles. Peu importe la province ou le territoire où elles ont été constituées en société ou formées juridiquement, on considère que les entités sont « **liées** » pour les besoins de la présente demande de soumissions dans les cas suivants :

- (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, société ou société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
- (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- (C) les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire), ou en ont entretenu une au cours des deux (2) dernières années ayant précédé la clôture des soumissions);
- (D) les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.

(e) **Expérience de la coentreprise**

Sauf indication contraire, toute exigence obligatoire de la présente demande de soumissions doit être satisfaite par au moins un membre de la coentreprise. Les membres de la coentreprise ne peuvent pas combiner leurs compétences pour satisfaire à une exigence obligatoire de la demande de soumissions. Lorsqu'il est nécessaire de justifier une expérience, le soumissionnaire doit préciser le membre de la coentreprise qui satisfait à l'exigence. Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise pourront poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements, le plus tôt possible durant la période de soumission.

Exemple : Supposons que le soumissionnaire est une coentreprise constituée des membres X, Y et Z, et que la demande de soumissions exige : a) que le soumissionnaire ait trois années d'expérience dans la prestation de services d'entretien et b) qu'il ait deux années d'expérience dans l'intégration de matériel informatique à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences pourrait être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour une exigence donnée, par exemple celle qui concerne l'expérience de trois (3) ans de la prestation de services d'entretien, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois (3) ans.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation des soumissions** : Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission le formulaire de présentation des soumissions (pièce jointe 1). Ce formulaire constitue un document général sur lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation de la soumission et de l'attribution du contrat, tels que le nom d'une personne-ressource et leur numéro d'entreprise – approvisionnement, etc. L'utilisation de ce formulaire pour fournir les renseignements n'est pas obligatoire, mais elle est recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Justification de la conformité technique** : La soumission technique doit prouver la conformité du soumissionnaire, ainsi que de la solution et des produits qu'il propose, aux articles de l'annexe A, Énoncé des travaux, précisés dans le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. Il n'est pas obligatoire que le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique traite des parties de la présente demande de soumissions qui ne sont pas mentionnées dans le formulaire.
- (iii) **Description des services de maintenance et de soutien du soumissionnaire** : Le soumissionnaire doit fournir une description de ses services de maintenance et de soutien de matériel/logiciels, qui doivent être conformes aux exigences décrites dans la partie Clauses du contrat subséquent, ainsi que dans l'Énoncé des travaux. Au minimum, le soumissionnaire doit décrire :
- (A) ses procédures d'intervention et de résolution de problèmes;
 - (B) ses procédures de transfert aux échelons supérieurs;
 - (C) la possibilité de soutien sur les lieux;
 - (D) toute amélioration aux exigences de base offerte par le soumissionnaire.
- Le soumissionnaire peut aussi décrire toute autre information qu'il juge pertinente.
- (iv) **Liste des composants du logiciel proposé** : Le soumissionnaire doit fournir une liste détaillée énumérant le nom et la version de chaque composant du logiciel sous licence requis par la solution logicielle proposée.

3.2 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'annexe B, « Feuille de soumission financière ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Sauf indication contraire, les soumissionnaires doivent inclure un prix unique, ferme et tout compris en dollars canadiens dans chaque cellule des tableaux où il faut saisir des données.
- (b) **Coûts tout compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la période du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (c) **Prix non indiqués** : On demande aux soumissionnaires d'indiquer « 0,00 \$ » pour tout élément qu'il ne compte pas facturer ou qui fait déjà partie d'autres prix présentés dans les tableaux. Si le soumissionnaire laisse le champ en blanc, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien 0,00 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix dans le cadre de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vide est « 0,00 \$ », sa soumission sera déclarée non recevable.

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
W8474-146725/A		420ej
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées en fonction de l'ensemble des critères de la demande de soumission, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- (c) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou aux ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Tous les membres de l'équipe chargée de l'évaluation ne participent pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.
- (d) En plus de tout autre délai prescrit dans la demande de soumissions :
 - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux (2) jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : si le Canada demande des renseignements supplémentaires conformément à la section « Déroulement de l'évaluation » du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, afin de :
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,
 le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les 2 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de plus de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.2 Étapes de l'évaluation

La procédure d'évaluation comporte plusieurs étapes, qui sont décrites ci-après. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit de mener certaines étapes de l'évaluation simultanément.

- (a) Attestation aux fins du programme de marchés réservés aux entreprises autochtones
Chaque soumission fera l'objet d'un examen en vue vérifier la validité de l'attestation aux fins du programme de marchés réservés aux entreprises autochtones (voir Partie 5). Les soumissions qui ne comportent pas d'attestation valide d'entreprise autochtone seront jugées non recevables et seront rejetées d'emblée.
- (b) Attestation du contenu canadien
L'équipe d'évaluation devra déterminer si trois soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Dans un tel cas, l'évaluation sera limitée aux soumissions accompagnées d'une attestation valide, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non

recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de trois soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, le Canada poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide.

- (c) Évaluation technique : décrite ci-dessous.
- (d) Évaluation financière : décrite ci-dessous.

4.3 Évaluation technique

(a) Critères d'évaluation technique

- (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et seront rejetées.
- (ii) Les exigences techniques obligatoires sont décrites dans le Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique.

(b) Démonstration

- (i) Le Canada se réserve le droit, sans y être obligé, de demander que le soumissionnaire classé au premier rang (établi après l'évaluation financière) fasse une démonstration des caractéristiques, de la fonctionnalité et des capacités décrites dans la demande de soumissions ou dans sa soumission, afin d'en vérifier la conformité aux exigences de la présente demande. Si une démonstration est exigée, elle doit être effectuée sans frais pour le Canada dans un endroit situé au pays convenu avec l'autorité contractante. Le Canada donnera un avis d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date fixée pour la démonstration. La démonstration devra se faire durant les heures normales de travail déterminées par l'autorité contractante. Le Canada assumera ses propres frais salariaux et de déplacement engagés relativement à toute démonstration. Malgré la soumission écrite, si le Canada détermine pendant une démonstration que la solution proposée par le soumissionnaire ne satisfait pas aux exigences obligatoires de cette demande de soumissions, la soumission sera déclarée irrecevable.

Si le soumissionnaire classé au premier rang échoue la mise à l'essai, le soumissionnaire conforme offrant le deuxième prix le plus bas sera invité à passer le test préalable à l'attribution.

(c) **Prise en considération des modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel comprises dans la soumission classée au premier rang (à la suite de l'évaluation financière) :**

- (i) L'acceptation de toutes les modalités et conditions contenues dans la partie 7 – Clauses du contrat subséquent (y compris les clauses relatives au permis d'utilisation du logiciel et les clauses incorporées par renvoi) constitue une exigence obligatoire de cette demande de soumissions.
- (ii) Toutefois, les soumissionnaires peuvent, dans le cadre de leur soumission, présenter des modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel. L'inclusion ou non de ces modalités d'utilisation du logiciel dans tout contrat subséquent (en tant qu'annexe, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent) sera déterminée à l'aide du processus en cinq étapes décrit ci-après. Quant à savoir si les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées sont acceptables pour le Canada, la décision est entièrement à la discrétion du Canada.
- (iii) Le processus est le suivant :

- (A) Les soumissions peuvent comprendre des modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées en complément des clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires ne devraient pas présenter les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur de logiciel (parce que les modalités standard de licence contiennent généralement des dispositions qui ne traitent pas uniquement de l'utilisation du logiciel; par exemple, elles traitent souvent de questions telles que la limite de la responsabilité ou la limite de garantie qui ne constituent pas des modalités d'utilisation du logiciel);
 - (B) Si le soumissionnaire a présenté les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur de logiciel, le Canada exigera qu'il retire ces modalités et qu'il présente seulement les modalités d'utilisation du logiciel qu'il souhaite que le Canada prenne en considération;
 - (C) Le Canada examinera les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées par le soumissionnaire classé au premier rang (par suite de l'évaluation financière) afin de déterminer si certaines des dispositions proposées par le soumissionnaire sont inacceptables pour le Canada;
 - (D) Si le Canada conclut qu'une modalité d'utilisation du logiciel proposée est inacceptable, il en avisera le soumissionnaire, par écrit, et lui fournira l'occasion de retirer cette disposition de sa soumission ou de proposer une formulation de remplacement aux fins d'examen. Le Canada peut préciser un délai de réponse au soumissionnaire. Si le soumissionnaire présente une nouvelle formulation que le Canada juge inacceptable, le Canada n'est pas obligé de lui fournir une autre occasion de proposer une formulation de remplacement;
 - (E) Si le soumissionnaire refuse de retirer de sa soumission les dispositions inacceptables pour le Canada dans le délai prescrit par ce dernier dans l'avis, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée. Le Canada pourra alors passer à la soumission classée au rang suivant;
 - (F) Si le soumissionnaire accepte de retirer les dispositions qui ne sont pas acceptables pour le Canada et qu'il se voit attribuer tout contrat subséquent, les conditions supplémentaires d'utilisation des logiciels proposés (modifiés) seront incorporées en annexe au contrat, comme il est énoncé à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » des clauses du contrat subséquent.
- (iv) Pour plus de certitude et afin de garantir que seules les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel qui ont été approuvées par les deux parties sont incorporées dans tout contrat subséquent, à moins que les modalités supplémentaires d'utilisation du logiciel proposées par le soumissionnaire ne soient jointes en tant qu'annexe distincte au contrat et paraphées par les deux parties, elles ne seront pas considérées comme faisant partie de tout contrat subséquent (même si elles font partie de la soumission qui est incorporée par renvoi dans le contrat subséquent). Le fait que certaines modalités supplémentaires soient incluses dans la soumission n'entraîne pas l'application de ses modalités au contrat résultant, peu importe si le Canada s'objecte ou non à ces modalités conformément à la procédure ci-dessus.

4.4 Évaluation financière

- (a) On effectuera l'évaluation financière en calculant le prix total de la soumission à l'aide des tableaux de prix remplis par les soumissionnaires.
- (b) **Formules des tableaux d'établissement des prix**

Si les tableaux d'établissement des prix comprennent une formule, le Canada peut entrer les prix indiqués dans le formulaire fourni par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que la formule ne fonctionne plus correctement dans la version fournie par le soumissionnaire.

(c) Justification des taux pour les services professionnels

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Dans le cadre de l'évaluation des taux pour les services professionnels présentés dans la soumission, le Canada pourra, sans toutefois y être obligé, demander que l'on fournisse de la documentation visant à justifier les taux, conformément au présent article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un tarif au moins 20 % inférieur à la médiane des tarifs offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressource. Si le Canada demande une justification des prix, les renseignements suivants doivent être fournis :

- (i) une facture (ainsi que le numéro de série du contrat ou tout autre élément permettant d'identifier le contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire), que les services ont été offerts pour une période d'au minimum trois (3) mois au cours des douze (12) mois précédant la date de clôture de la présente demande de soumissions, et que les services ont été fournis à un taux quotidien égal ou inférieur à celui proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'Énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressource faisant l'objet d'une justification des taux;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressource particulière, il revient au soumissionnaire de présenter l'information (soit l'information décrite ci-haut ou d'autres renseignements, à la demande du Canada, y compris des renseignements qui lui permettraient de vérifier de l'information auprès de la ressource proposée) qui permettra au Canada de déterminer s'il peut compter en toute confiance sur la capacité du soumissionnaire à effectuer les services requis aux taux indiqués tout en recouvrant, au minimum, les coûts engagés. Si le Canada considère que les renseignements fournis par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier le recours à des taux déraisonnablement bas, la soumission sera jugée irrecevable.

4.5 Méthode de sélection

- (a) Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable ayant le plus bas prix sera recommandée aux fins d'attribution d'un contrat.
- (b) Les soumissionnaires devraient noter que toutes les attributions de contrat sont assujetties au processus interne d'approbation du Canada, qui comprend une exigence relative à l'approbation du financement de tout contrat proposé. Même si le soumissionnaire peut avoir été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera émis uniquement si l'approbation interne est obtenue, conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.
- (c) Si plusieurs soumissionnaires sont classés au premier rang en raison d'une note globale identique, leurs noms seront mis dans un chapeau, et c'est le premier soumissionnaire dont le nom sera pigé qui sera retenu. Tous les soumissionnaires classés au premier rang seront invités à assister à ce tirage au sort.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées. Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou celle du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée irrecevable ou sera considérée comme un manquement au contrat.

5.1 Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

(a) Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01, Code de conduite et attestations – soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.2 Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énoncées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie ou fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans le délai prévu aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.3 Attestation du soumissionnaire relative à la fourniture de matériel et de logiciels commerciaux

Tout le matériel et tous les logiciels proposés pour satisfaire à ce besoin doivent être disponibles dans le commerce (à moins d'un énoncé contraire dans la présente demande de soumissions), ce qui signifie que chaque élément de matériel et de logiciel est disponible dans le commerce, n'exige aucune recherche ni développement supplémentaires et fait partie intégrante d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est éprouvé (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Si un logiciel ou un matériel du système proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits éprouvés, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture de la présente demande de soumissions. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout le matériel et tous les logiciels proposés sont disponibles dans le commerce.

5.4 Attestation du FEO

- (a) Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant original de l'ensemble du matériel proposé dans le cadre de sa soumission doit présenter un certificat signé par le fabricant original du matériel (et non par le soumissionnaire) attestant que le soumissionnaire est autorisé à fournir son matériel et à en assurer la maintenance). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas le fabricant original du matériel proposé au Canada à moins que l'attestation du fabricant n'ait été fournie au Canada. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire de certificat du formulaire d'attestation du fabricant d'équipement d'origine (FEO) présenté dans la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation du FEO, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires et des FEO qui utilisent un autre formulaire, le

Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission non recevable.

- (b) Si le matériel proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs FEO, un certificat distinct doit être présenté pour chacun des FEO.
- (c) Aux fins de la présente demande de soumissions, FEO désigne le fabricant du matériel, comme en témoigne le nom qui apparaît sur le matériel, sur tous les documents connexes, sur les rapports obligatoires d'attestation, et sur tous les logiciels de soutien.

5.5 Attestation de l'éditeur de logiciels et autorisation de l'éditeur de logiciels

- (a) Si le soumissionnaire est l'éditeur de tout élément des produits logiciels privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.
- (b) Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits logiciels proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciel, qui doit être signée par ce dernier (et non par le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les logiciels privés proposés au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de ce dernier n'ait été fournie au Canada. Si les logiciels privés proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs éditeurs de logiciel, une autorisation est exigée de chaque éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.
- (c) Dans le cadre de la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciel » désigne le propriétaire de tout produit logiciel compris dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

5.6 Attestations supplémentaires exigées avec la soumission à la date de clôture de la demande de soumissions

Les soumissionnaires doivent fournir à la clôture de la demande de soumissions les suivantes attestations remplis avec leur soumission.

5.7 Attestation du contenu canadien

- (a) Clause du Guide des CCUA A3062T (2008-05-12), Attestation du contenu canadien
Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans l'invitation à soumissionner, les soumissionnaires reconnaissent que seules les soumissions accompagnées d'une attestation comme quoi le ou les articles offerts sont des produits canadiens, au sens de la clause A3050T, seront considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que l'article ou les articles offerts seront traités comme des produits non canadiens.

Les soumissionnaires doivent indiquer clairement quels articles répondent à la définition de produits canadiens, et remplir l'attestation ci-dessous.

Le soumissionnaire atteste que :

() les articles offerts et décrits comme des biens canadiens sont des biens canadiens selon la définition donnée au paragraphe 1 de la clause A3050T.

- (b) Clause du Guide des CCUA A3050T (2010-01-11), Définition du contenu canadien

5.8 Marchés réservés aux entreprises autochtones

- (a) Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Les soumissionnaires doivent remplir et signer le document intitulé « Attestation aux fins du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones », qui se trouve à l'annexe D.
- (b) En signant l'attestation, le soumissionnaire certifie que son entreprise jouit du statut d'entreprise autochtone en vertu du Programme des marchés réservés aux entreprises autochtones.
- (c) La clause A3001T (2011-05-16) du Guide des CCUA s'applique.

À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir l'attestation requise pour chaque propriétaire et employé autochtone :

1. Je suis _____ (inscrire « propriétaire » et/ou « employé(e) à temps plein ») de _____ (insérer le nom de l'entreprise) et autochtone, au sens de la définition de l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».

2. Je certifie que l'énoncé ci-dessus est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé en caractères d'imprimerie

Signature of propriétaire ou de l'employé

Date

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable, comme indiqué à la partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (b) Le Canada ne retardera l'attribution d'aucun contrat pour permettre aux soumissionnaires d'obtenir l'attestation de sécurité nécessaire.
- (c) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.
- (d) Dans le cas d'un soumissionnaire constitué en coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit répondre aux exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause A9033T (2012-07-16), Capacité financière, du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) s'applique. Cependant, le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière nécessaire, mais que la société mère la possède, ou si le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisqu'elle fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le marché au soumissionnaire sous réserve qu'au moins une des sociétés mères fournisse une garantie au Canada.
- (b) Dans le cas d'une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

- (a) _____ (« **l'entrepreneur** ») consent à fournir au client les biens et les services décrits dans le contrat, y compris l'Énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix énoncés dans le contrat. Cela comprend :
- (i) fournir le matériel acheté;
 - (ii) fournir la documentation sur le matériel;
 - (iii) fournir des services de maintenance et de soutien pour le matériel pendant la période de maintenance du matériel;
 - (iv) accorder la licence d'utilisation du logiciel sous licence décrit dans le contrat;
 - (v) fournir la documentation sur le logiciel;
 - (vi) fournir des services de maintenance et de soutien pour le logiciel sous licence durant la période de soutien du logiciel;
 - (vii) donner de la formation à la demande du Canada, dans *la région de la capitale nationale*.
- (b) **Client** : Dans le cadre du contrat, le « **client** » est le ministère de la Défense nationale.
- (c) **Réorganisation du client** : La nouvelle désignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires. La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est similaire à celle du client d'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.
- (d) **Définition des termes** : Les termes et les expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions. De plus, les termes et les expressions ci-dessous ont les définitions suivantes :
- (i) toute mention de « **livrable** » au singulier ou au pluriel comprend le matériel ainsi que la licence pour l'utilisation du logiciel sous licence (le logiciel sous licence n'est pas en soin un livrable puisqu'une licence pour son utilisation est accordée seulement en vertu du contrat et qu'il n'est pas vendu ni concédé).
- (e) Le contrat subséquent ne doit pas être utilisé pour les livraisons à effectuer dans une région visée par une entente de revendication territoriale globale (ZPRTG).

7.2 Biens ou services optionnels

- (a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'annexe _ du contrat selon les mêmes conditions et aux prix ou aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante, par écrit, et elle sera confirmée pour des raisons administratives seulement par une modification au contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-146725/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 420ej
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- (b) L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) Conditions générales

- (i) Le document 2030 (2013-06-27), Conditions générales – Biens, complexité élevée, s'applique au présent contrat et en fait partie intégrante.

Le texte du paragraphe 04 de la section 43 – Code de conduite et attestations, du document 2030 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

Pendant toute la durée du contrat, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour la liste des administrateurs de l'entrepreneur et envoyer un avis écrit à l'autorité contractante chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. la demande du Canada, l'entrepreneur doit également fournir les formulaires de consentement correspondants.

(b) Conditions générales supplémentaires :

Les conditions générales supplémentaires suivantes :

- (i) 4001 (2013-01-28), Conditions générales supplémentaires - Achat, location et maintenance de matériel;
- (ii) 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - Logiciels sous licence;
- (iii) 4004 (2013-04-25), Conditions générales supplémentaires - Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licences;

7.4 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

- (a) L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE** peuvent **AVOIR ACCÈS** aux renseignements et/ou biens de nature délicate **CLASSIFIÉS**; de plus, ils **NE** peuvent **PAS PÉNÉTRER** sur les lieux où ces renseignements ou biens sont entreposés sans une escorte.
- (c) L'entrepreneur ou l'offrant **NE DOIT PAS** emporter de renseignements CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.

- (d) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
- (e) L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
- (i) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe _____;
 - (ii) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.3 Période du contrat

- (a) **Période du contrat** : La **durée du contrat** correspond à la période pendant laquelle l'entrepreneur doit réaliser les travaux; elle débute à la date d'attribution du contrat et se termine le dernier jour de la période de garantie du bien acheté en dernier, ou le jour de la fin des travaux effectués pendant une période de garantie, selon le dernier terme atteint.

7.4 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Daniela Vasilescu Popa
 Titre : Spécialiste en approvisionnement
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Direction générale des approvisionnements
 Direction : DASIT
 Téléphone : 819-956-6678
 Télécopieur : 849-956-1156
 Adresse de courriel : daniela.vasilescupopa@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par celle-ci par écrit. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
 Titre : _____
 Organisation : _____
 Adresse : _____
 Téléphone : _____
 Télécopieur : _____
 Adresse de courriel : _____

Lorsque cette personne est absente, le responsable technique est :

Nom : _____
 Titre : _____
 Organisation : _____
 Adresse : _____
 Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Adresse de courriel : _____

Le responsable technique [représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat et] est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux.

(c) **Représentant de l'entrepreneur**

(Remplir selon le cas)

7.5 Divulgence proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la gestion de la fonction publique (LGFP), l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, conformément à l'Avis sur la politique sur les marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7.6 Paiement(a) **Base de paiement**

- (i) **Matériel acheté, logiciel sous licence, garantie/maintenance et soutien** : Pour l'approvisionnement du matériel, et du logiciel sous licence (y compris la livraison, l'installation et la configuration du matériel/logiciel, et la documentation) conformément au contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi à l'annexe ____, FAB destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus.
- (ii) **Maintenance et soutien optionnel du matériel et du logiciel sous licence**: Pour la prestation des services de maintenance et de soutien du matériel/logiciel sous licence après la période de garantie du matériel/logiciel, si le Canada exerce l'option en vue de prolonger la période de maintenance du matériel/logiciel, le Canada paiera l'entrepreneur, en arrérages, le prix mensuel ferme énoncé à l'annexe ____, FAB destination, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus.
- (iii) **Matériel et Licences de logiciels supplémentaires optionnelles** : Pour du matériel supplémentaire, et des licences supplémentaires en vue de l'utilisation du logiciel sous licence, si le Canada décide de se prévaloir de cette option, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme par appareils établi à l'annexe ____, FAB destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus.
- (iv) **Mise à niveau des licences optionnelle**: Si le Canada exerce l'option de mise à niveau des licences, le Canada paiera l'entrepreneur le prix ferme établi à l'annexe ____, FAB destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus.
- (v) **Soutien logiciel pour la mise à niveau des licences optionnelle** : Si le Canada exerce l'option en vue de prolonger la période de soutien du logiciel, le Canada paiera l'entrepreneur, en arrérages, le prix mensuel ferme énoncé à l'annexe ____, FAB destination, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus.
- (vi) **Soutien logiciel optionnel pour la mise à niveau des licences optionnelle** : Si le Canada exerce l'option en vue de prolonger la période de soutien du logiciel, le Canada paiera l'entrepreneur, en arrérages, le prix mensuel ferme énoncé à l'annexe ____, FAB destination, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus.
- (vii) **Services de mentorat optionnels à prix ferme** : Pour les services de mentorat demandés par le Canada, conformément à une modification contrat valide, le Canada paiera

l'entrepreneur le prix ferme énoncé dans la modification au contrat (fondé sur les taux quotidiens fermes tout compris énoncés à l'annexe ____), taxes applicables en sus.

- (viii) **Formation optionnelle** : Pour les cours de formation demandés par le Canada pendant la durée du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur une fois le cours terminé le prix ferme par cours [ou par étudiant] établi à l'annexe ____, taxes applicables en sus.
- (ix) **Taxes applicables : Taxe de vente harmonisée (TVH)**
- (x) **Attribution concurrentielle** : L'entrepreneur reconnaît que ce contrat a été attribué selon un régime concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront payés à l'entrepreneur pour compenser les erreurs, les omissions, les méprises ou les sous-estimations de l'entrepreneur dans le cadre du dépôt d'une soumission pour l'obtention du contrat.
- (xi) **Taux pour les services professionnels** : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des tarifs pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard d'honorer, sous le prétexte que ces tarifs ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule alors les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des Conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.
- (xii) **Objet des estimations** : Toutes les estimations reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l'acquisition de ces biens ou de ces services dans les montants indiqués. Les engagements relatifs à l'acquisition d'une quantité ou d'une valeur précise de biens ou de services sont décrits ailleurs dans le contrat.

(b) **Limitation des dépenses**

Le Canada ne payera l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvées par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux.

(c) **Méthode de paiement**

- (i) H1001C (2008-05-12), Paiements multiples - pour le matériel, les logiciels, les services de garantie/maintenance initiale d'un an, et les services optionnels de formation et de mentorat.
- (ii) H1008C (2008-05-12), Paiement mensuel - pour les services optionnels de maintenance et de soutien pour le matériel et les logiciels.

(d) **Crédits de paiement**

- (i) **Retard de livraison** : Si l'entrepreneur omet de livrer les marchandises ou d'exécuter les services dans le délai précisé dans le contrat, l'entrepreneur doit verser au Canada un crédit de 3 339,00 \$ pour chaque jour civil de retard jusqu'à concurrence de 10 jours au maximum, le montant total des dommages-intérêts ne devant pas dépasser 10 % du prix contractuel.
- (ii) **Services professionnels de formation/mentorat** : Si l'entrepreneur ne peut fournir, dans le délai prescrit par le contrat, une ressource en services professionnels qui possède tout

les qualifications demandées, l'entrepreneur doit verser au Canada un montant égal au tarif quotidien (pour une journée de travail de 7,5 heures) de la ressource demandée, pour chaque journée (ou portion de journée) de retard à fournir la ressource, jusqu'à un maximum de 10 jours.

- (iii) **Mesures correctives** : Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant 2 mois consécutifs ou 3 mois sur une période de 12 mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.
 - (iv) **Crédits s'appliquant pendant toute la durée du contrat** : Les parties conviennent que les crédits s'appliquent tout au long de la durée du contrat.
 - (v) **Crédits représentant des dommages-intérêts** : Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne visent pas à constituer une pénalité et ne doivent pas être considérés comme constituant une pénalité.
 - (vi) **Droit du Canada d'obtenir le paiement** : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, recouvrer ou déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
 - (vii) **Droits et recours de l'État non limités** : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont l'État peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.
 - (viii) **Droits de vérification** : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après que le paiement ne soit fait à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et les systèmes que le Canada juge nécessaires pour voir à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu'il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, additionné des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt correspond au taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était d'abord dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite de la réalisation d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, calculer ou enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur doit mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante.
- (e) **Protection des prix - meilleur client**
- (i) À la connaissance de l'entrepreneur, les prix qu'il réclame au Canada selon le contrat ne dépassent pas les prix ou les taux les plus bas qu'il a facturés à ses autres clients (y compris à d'autres entités du gouvernement du Canada) pour des produits et des services de qualité et en quantité semblables au cours de l'année qui a précédé l'attribution du contrat.
 - (ii) Si, après la date d'attribution du contrat, l'entrepreneur réduit les prix facturés à d'autres clients pour des biens et des services de qualité et en quantité semblables, il consent à

réduire les prix des produits qu'il lui reste à livrer selon le contrat (et en avise l'autorité contractante).

- (iii) En tout temps pendant les six années qui suivront le dernier paiement effectué en vertu du contrat ou jusqu'au règlement des limites ou réclamations en cours, selon la plus éloignée de ces deux dates, le Canada se réserve le droit de vérifier les dossiers de l'entrepreneur pour s'assurer qu'il bénéficie (ou a bénéficié) de ces prix. Le Canada donnera un préavis d'au moins deux (2) semaines avant d'effectuer une telle vérification.
 - (iv) Pendant cette vérification, l'entrepreneur doit produire les factures et les contrats relatifs aux biens ou aux services de qualité et en quantité semblables qu'il a vendus à d'autres clients. Ces documents doivent couvrir l'année précédant l'attribution du contrat et la durée du contrat. Si l'entrepreneur est tenu par la loi ou par un contrat de préserver la confidentialité des renseignements d'un autre client, il peut noircir, sur les factures et les contrats, les renseignements qui pourraient révéler l'identité du client (comme son nom et son adresse), pourvu que l'entrepreneur fournisse, avec ces documents, une attestation de son directeur financier décrivant le profil du client (p. ex. s'il s'agit d'un client du secteur public ou du secteur privé, la taille de l'entreprise, le nombre d'établissements et l'endroit où les services sont offerts).
 - (v) Afin de déterminer si les biens et les services vendus à un autre client étaient de qualité analogue, on étudiera les conditions du contrat selon lesquelles ces biens et services ont été fournis, dans la mesure où il y a de bonnes raisons de croire que ces conditions ont eu des répercussions sur les prix.
 - (vi) Si la vérification faite par le Canada révèle que l'entrepreneur a facturé des prix inférieurs pour des biens et des services de qualité et en quantité semblables dans le cadre d'un contrat exécuté dans l'année ayant précédé l'attribution du présent contrat, ou encore que l'entrepreneur a fourni des services et des biens supplémentaires selon le présent contrat après avoir réduit les prix offerts à d'autres clients sans réduire les prix visés par le présent contrat, il doit verser au Canada la différence entre le montant qu'il lui a facturé et le montant facturé aux autres clients, jusqu'à concurrence de 25 % de la valeur du présent contrat.
 - (vii) Le Canada reconnaît que cet engagement ne s'applique pas aux prix facturés par les sociétés affiliées de l'entrepreneur.
- (f) **Aucune responsabilité de payer pour des travaux non effectués en cas de fermeture des bureaux du gouvernement**
- (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services selon le contrat en raison de l'évacuation et de la fermeture de ces bureaux et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans l'évacuation ou la fermeture.
 - (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

7.7 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'information exigée dans les Conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur inclura un article pour chaque sous-alinéa des dispositions de la base de paiement.

Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-146725/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 420ej
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- (c) En présentant des factures, l'entrepreneur atteste que les produits et les services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement de ce contrat, y compris les frais pour des travaux effectués par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original de chaque facture et une copie à l'autorité contractante.

7.8 Attestations

- (a) Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la période du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si l'on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.
- (b) **Clauses du Guide des CCUA**
 - (i) A3000C (2011-05-16), *Attestation du statut d'entreprise autochtone*
 - (ii) A3060C (2008-05-12), *Attestation du contenu canadien*

7.9 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que l'entente de mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi conclue avec le Programme du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada doit demeurer valide pendant toute la période du contrat. Si cette entente devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionnaire au Programme de contrats fédéraux ». L'imposition d'une telle sanction par Ressources humaines et Développement des compétences Canada peut entraîner l'annulation du contrat.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste ci-dessous, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la présente convention, ainsi que les différentes clauses du guide des CCUA qui sont incorporées par renvoi dans les présentes;
- (b) les conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant :
 - (i) 4001;
 - (ii) 4003;
 - (iii) 4004;
- (c) les conditions générales 2030 (2013-06-27), besoins plus complexes de biens;
- (d) l'annexe A, Énoncé des besoins;
- (e) l'annexe B, Tableaux d'établissement des prix;
- (f) l'annexe X, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;

- (g) l'annexe X, Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation;
- (h) l'annexe __, Modalités additionnelles d'utilisation du logiciel approuvées par le Canada (s'il y a lieu), qui n'engagent la responsabilité du Canada que si elles sont paraphées par les deux parties dans l'exemplaire signé du contrat;
- (i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, modifiée le _____ sans inclure les conditions de licence d'éditeur de logiciels qui peuvent être comprises dans la soumission, sans inclure les dispositions dans la soumission en matière de limitation de responsabilité et sans inclure les conditions incorporées par renvoi (y compris par renvoi à un lien Internet) dans la soumission.

7.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du Guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.13 Exigences en matière d'assurances

- (a) Clause du Guide des CCUA G1005C (2008-05-12) Exigences en matière d'assurances

7.14 Limitation de la responsabilité - gestion de l'information et technologie de l'information

- (a) Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de première partie**
 - (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers et consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - (B) toute blessure physique, y compris le décès.
 - (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui touchent des biens mobiliers ou immobiliers qui sont la propriété du Canada, qui sont en sa possession ou qui sont occupés par le Canada.
 - (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, aux termes du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
 - (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) ci-dessus.

- (v) L'entrepreneur est aussi responsable de tous les autres dommages directs subis par le Canada qui ont été causés par l'entrepreneur en lien quelconque avec le contrat, y compris :

- (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
- (B) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur dans le cadre des travaux, lorsque le contrat est résilié par le Canada en totalité ou en partie pour non-exécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de ce sous-alinéa (B) correspondant au montant le plus élevé entre 25 % du coût total estimatif (le montant en dollars inscrit sur la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif », ou indiqué sur chaque commande subséquente à une offre à commandes, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument) et 2 000 000 \$.

Dans tous les cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur conformément au paragraphe (v) ne dépassera pas le coût total estimatif (défini ci-haut) du marché de 2 millions de dollars, selon le plus élevé des deux montants.

- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

(c) **Réclamations de tiers**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou un manquement à l'obligation de confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe c).

7.17 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et qu'elle est composée des membres suivants :

- (b) En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- (i) _____ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de ce consortium pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
 - (ii) en remettant un avis au membre représentant, le Canada sera réputé l'avoir remis à tous les membres de cette coentreprise;
 - (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant conformément au contrat seront réputées l'avoir été à tous les membres de la coentreprise.
- (c) Tous les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce différend influe de quelque façon que ce soit sur l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat dans son intégralité.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification dans la composition des membres de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des conditions générales.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas constitué en coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, la présente clause doit être remplie au moyen des renseignements fournis dans sa soumission.

7.18 Matériel

- (a) Conformément aux dispositions des Conditions générales supplémentaires 4001 :

La partie III de 4001 s'applique au marché (Conditions supplémentaires : achat)	Oui
La partie IV du document 4001 s'applique au marché (Conditions supplémentaires : location)	Non
La partie V des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : maintenance)	Oui
Lieu de livraison	MDN - DIIGI 101, promenade Goldenrod, Pré Tunney Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Date de livraison	30 jours suivant la date du contrat
L'entrepreneur doit livrer la documentation	Oui
L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel pendant toute la durée du contrat	Non
La documentation relative au matériel doit comprendre la document sur la maintenance	Non
Langue de la documentation relative au matériel	La documentation relative au matériel doit être fournie en anglais. Si la documentation est disponible dans les deux langues officielles du Canada, l'entrepreneur doit fournir la documentation en anglais et en français.

Format et support de livraison de la documentation relative au matériel	Copie imprimée ou sur CD-Rom
Exigences de livraison particulières	Non
Exigences particulières de livraison ou d'installation sur place	Non - l'article 4 de la clause 4001 ne s'applique pas au contrat
L'entrepreneur doit installer le matériel au moment de la livraison	Oui
L'entrepreneur doit intégrer et configurer le matériel au moment de l'installation	Oui
Le matériel fait partie d'un système	Oui
Un essai du niveau de disponibilité sera réalisé avant l'acceptation	Non
Période de garantie du matériel	12 mois
Option de prolongation de la période de maintenance du matériel	Pour le matériel acheté, l'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période de maintenance de 4 périodes d'un an. Ces options, qui ne peuvent être exercées que par avis écrit de l'autorité contractante, seront confirmées, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
Catégorie de services de maintenance	Service de maintenance avec retour à l'atelier
Période principale de maintenance (PPM)	De 8 h à 17 h, heure locale, les jours de la semaine (à l'exception des jours fériés) lorsque le matériel est utilisé
Numéro de téléphone sans frais pour le service de maintenance	
Site Web pour le service de maintenance	

7.19 Substitutions de produits livrables et solutions de rechange

- (a) L'entrepreneur peut proposer un produit de remplacement ou un produit de rechange pour un produit existant énuméré dans le contrat, pourvu qu'il réponde aux spécifications du produit existant ou les dépasse et que le prix de ce produit ne dépasse pas :
- (i) le prix ferme (ou prix plafond, s'il y a lieu) du produit offert au départ dans la soumission de l'entrepreneur qui a donné lieu à l'attribution du contrat;
 - (ii) le prix inscrit sur la liste actuelle des prix publiés du produit de remplacement, moins tout rabais applicable au gouvernement;
 - (iii) le prix du produit de remplacement sur le marché,
- selon le prix le plus bas.
- (b) Le produit de remplacement ou le produit de rechange peut faire l'objet d'une étude comparative, et toutes les dépenses connexes (comme le transport et le coût de l'étude) seront aux frais de l'entrepreneur.
- (c) Le produit de remplacement ou le produit de rechange ne peut être expédié avant que l'autorité contractante ne l'ait officiellement autorisé, une fois que le responsable technique a déterminé que le produit en question est acceptable. L'acceptation ou le rejet du produit de remplacement ou du produit de rechange est à l'entière discrétion du Canada. Si le Canada refuse le produit de remplacement ou le produit de rechange proposé, l'entrepreneur doit continuer à livrer le produit de départ. Si le produit de remplacement proposé est accepté, le tout sera consigné, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat indiquant le remplacement du produit existant par le produit de substitution. Si accepté, l'ajout de la solution de rechange sera consigné pour répondre aux besoins administratifs du Canada en apportant une modification au contrat pour y ajouter la solution de rechange en tant que produit dans le cadre du contrat. Une fois que la

solution de rechange est ajoutée au contrat, le Canada peut acheter à son choix un des deux produits.

- (d) Le fait de pouvoir proposer un produit de remplacement ou une solution de rechange ne libère l'entrepreneur d'aucune de ses obligations à livrer le produit existant, sur demande, durant la période établie dans le contrat, que le produit de remplacement proposé soit approuvé ou non et quel que soit le moment de cette approbation.

7.20 Élargissement de la gamme de produits existants

- (a) Pendant la durée du contrat, si des améliorations technologiques ont été apportées aux produits en vente prévus au contrat, l'entrepreneur peut proposer de nouveaux produits qui se veulent le prolongement d'une gamme de produits existants ou la « prochaine génération » d'une gamme de produits existants qui répondent aux spécifications de ces derniers ou les dépassent si le prix des nouveaux produits ne dépasse pas :
- (i) le prix ferme (ou prix plafond, s'il y a lieu) du produit offert au départ dans la soumission de l'entrepreneur qui a donné lieu à l'attribution du contrat plus 5 %;
 - (ii) le prix inscrit sur la liste actuelle des prix publiés du produit de remplacement, moins tout rabais applicable au gouvernement;
 - (iii) le prix du produit de remplacement sur le marché,
- selon le prix le plus bas.
- (b) Le nouveau produit proposé peut faire l'objet d'une étude comparative, et toutes les dépenses connexes (comme le transport et le coût de l'étude) seront aux frais de l'entrepreneur.
- (c) L'acceptation ou le rejet du nouveau produit est à l'entière discrétion du Canada. Si le Canada refuse le nouveau produit proposé, l'entrepreneur doit continuer à livrer le produit de départ. Si le nouveau produit est accepté, le tout sera consigné, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat indiquant l'ajout de ce produit au contrat.
- (d) Aucun nouveau produit ne pourra être ajouté au contrat avant qu'une année se soit écoulée à partir de la date de l'attribution du contrat.

7.21 Résiliation pour des raisons de commodité des services de maintenance de l'équipement

Quelle que soit la durée du contrat, et nonobstant les dispositions relatives à la résiliation pour des raisons de commodité figurant dans les conditions générales, le Canada se réserve le droit de résilier pour commodité, sans frais, les services de maintenance et de soutien technique fournis dans le cadre de ce contrat. Le Canada donnera à l'entrepreneur un avis par écrit de 30 jours civils en cas de résiliation du service d'entretien pour des raisons de commodité et ne sera tenu de verser que les frais non payés de maintenance et de soutien qui se sont accumulés jusqu'à la date de résiliation.

7.22 Logiciel sous licence

- (a) En ce qui concerne les clauses des conditions générales supplémentaires 4003 :

Logiciel sous licence	
Type de licence octroyée	<p><i>Licence d'appareil.</i> Le logiciel sous licence, défini dans les conditions 4003, comprend tous les produits offerts par l'entrepreneur dans sa soumission ainsi que tout autre code de logiciel requis pour que ces produits fonctionnent conformément à la documentation et aux spécifications du logiciel, y compris les produits suivants :</p> <p style="text-align: right;">[Cette information sera insérée à la date d'attribution du contrat à partir de l'information contenue dans la soumission de l'entrepreneur]</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-146725/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 420ej
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Nombre d'appareils sous licence	2
Option d'achat de licences d'appareil supplémentaires	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acheter des licences d'appareils supplémentaires au prix énoncé à l'annexe ____, selon les mêmes modalités que les licences d'appareils initiales émises dans le cadre du contrat. Cette option peut être exercée en tout temps pendant la période du contrat, aussi souvent que le Canada le désire. Cette option, qui ne pourra être exercée que par l'autorité contractante au moyen d'un avis écrit, sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
Lieu de livraison	MDN - DIIGI 101, promenade Goldenrod, Pré Tunney Ottawa (Ontario), K1A 0K2
Support sur lequel le logiciel doit être livré	CD-ROM
Dépôt du code source requis	Non

- (b) **Maintenance continue du code de logiciel** : L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance de la version du logiciel sous licence (c.-à-d. de la version ou de l'« édition » faisant l'objet des licences accordées au départ conformément au marché) en tant que produit du commerce (c.-à-d. que l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel doit continuer à développer les codes du logiciel sous licence afin de maintenir et d'améliorer la fonctionnalité de celui-ci et de corriger les erreurs de logiciel) pendant au moins 2 ans après l'attribution du contrat de logiciel. Si, après cette période, l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciels décide de cesser la maintenance de la version ou de l'« édition » en cours du logiciel sous licence et décide plutôt d'offrir des mises à jour du logiciel sous licence dans le cadre des services de soutien, il doit en aviser le Canada par écrit au moins douze (12) mois avant cette cessation.

7.23 Maintenance et soutien du logiciel sous licence

- (a) En ce qui concerne les dispositions des conditions générales supplémentaires 4004 :

Période de soutien du logiciel	1 an
Période de soutien du logiciel lorsque des licences supplémentaires sont ajoutées pendant la durée du contrat	Pour toute licence supplémentaire achetée conformément au contrat, une période de soutien du logiciel distincte d'un (1) an s'appliquera aux licences supplémentaires achetées.
Option de prolongation de la période de soutien du logiciel	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période de soutien du logiciel pour 4 période(s) supplémentaire(s) de 12 mois, et le Canada pourra se prévaloir de cette option à n'importe quel moment dans le cadre du contrat. L'entrepreneur convient que pour toute la période de soutien du logiciel, les prix seront ceux indiqués à l'annexe _____. Seule l'autorité contractante peut exercer cette option en remettant un avis écrit. Le tout sera confirmé, à des fins administratives, par une modification au contrat.
Heures de prestation des services de soutien	Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible de 8 h à 17 h, heure locale, à l'endroit où les programmes sous licence ont été installés, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés observés par le Canada à l'endroit où les services sont requis.
L'entrepreneur doit fournir des services de soutien sur place	Non
L'entrepreneur doit fournir les services d'une équipe d'intervention d'urgence	Non
Coordonnées pour accéder aux services de soutien de l'entrepreneur	Conformément à l'article 5 des conditions 4004, voici les coordonnées permettant d'accéder aux services de soutien de l'entrepreneur :

Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-146725/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur 420ej
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	Numéro de téléphone sans frais : _____ Courriel : _____ L'entrepreneur doit veiller à ce qu'un agent de service réponde à toutes les communications par téléphone ou par courriel dans les 60 minutes qui suivent la première communication du client ou de l'utilisateur. <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires: Ces renseignements seront ajoutés au moment de l'attribution du contrat à partir de l'information fournie par l'entrepreneur. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.]</i>
Site Web	Conformément à l'article 5 des conditions 4004, l'entrepreneur doit rendre ses services de soutien accessibles par Internet. Pour ce faire, il doit à tout le moins fournir une foire aux questions, des routines de diagnostic de logiciel en ligne et des outils de soutien. Sans égard aux heures d'ouverture des services de soutien, les utilisateurs canadiens doivent avoir accès au site Web de l'entrepreneur 24 heures sur 24, sept jours sur sept, tous les jours de l'année; le site doit être accessible 99 % du temps. Voici l'adresse du site Web de l'entrepreneur pour le soutien sur le Web _____. <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : On indiquera l'adresse du site Web à l'attribution du contrat, selon les renseignements fournis par l'entrepreneur. On demande aux soumissionnaires de fournir cette information dans leur soumission.]</i>
Langue des services de soutien	Les services de soutien doivent être fournis en anglais.

7.24 Formation

(a) Voici les qualifications essentielles minimum des formateurs fournissant les services de formation et/ou de mentorat :

- (i) 5 ans d'expérience de la formation sur réseau dans les domaines des réseaux TCP/IP, y compris du dépannage;
- (ii) 5 ans d'expérience des protocoles de réseaux et de données (c.-à-d. les protocoles, Ethernet, Spanning-Tree, VLAN, IP et de routage – OSPF, RIP, routage statique);
- (iii) 5 ans d'expérience des protocoles de gestion de l'accès réseau (c.-à-d. SNMP, RADIUS, ACCACS/TACCACS+, SSH, SYSLOG);
- (iv) 5 ans d'expérience des pare-feux (c.-à-d. McAfee, sécurité informatique, tableaux IP) et commutateur-routeur de la liste de contrôle d'accès (c.-à-d. les plateformes Cisco);
- (v) 2 ans d'expérience de la rédaction de documentation technique sur la configuration et la structure des appareils et la conception et l'architecture de haut niveau;
- (vi) 2 ans d'expérience de l'enseignement des cours de base Acme Packet.

(b) Prestation de la formation

- (i) L'entrepreneur doit fournir, au besoin, de la formation en salle de classe sur les produits logiciels et matériels qui font partie de la solution pendant la période du contrat lorsqu'une modification au contrat pour de la formation est émise conformément au contrat.
- (ii) Le Canada peut établir une modification au contrat dès qu'un minimum de 12 personnes doivent être formées. Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser 10.

- (iii) La formation doit être donnée à in Ottawa, tel que demandé dans la modification au contrat.
 - (iv) La formation doit être disponible dans un délai de 15 jours ouvrables suivant l'émission de la modification au contrat.
 - (v) La formation, y compris l'enseignement et le matériel de cours, doit être dispensée en anglais.
 - (vi) Avant de fournir toute formation (au moins 10 jours ouvrables avant la première séance de formation), l'entrepreneur doit présenter au responsable technique le programme de cours, le calendrier, les documents de formation ainsi que les noms et les compétences des formateurs, pour approbation.
 - (vii) La formation doit fournir à chaque participant une connaissance fonctionnelle de la solution et des méthodes pour la mettre en œuvre au sein du MDN.
 - (A) la configuration et une utilisation appropriées du système;
 - (B) des exercices pratiques sur la mise en œuvre de scénarios et des exemples sur l'utilisation de la solution;
 - (C) l'examen des résultats par l'instructeur.
- (c) **Mentorat**
- (i) L'entrepreneur doit fournir les services d'un expert-conseil sur place au besoin pendant la période du contrat, lorsqu'une modification au contrat pour des services de mentorat est émise conformément au contrat.
 - (ii) Les services de mentorat comprennent ce qui suit :
 - (A) la consultation sur place et la discussion sur la configuration et l'optimisation de la solution;
 - (B) les pratiques exemplaires concernant la configuration, l'analyse, l'optimisation, et la formulation de rapport;
 - (C) l'aide au transfert des connaissances et des compétences requises pour personnaliser et adapter la solution à l'environnement du MDN.

7.25 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus (par exemple s'ils sont effacés par accident) pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.26 Déclarations et garanties

L'entrepreneur a fait des déclarations à propos de son expérience et de son expertise qui ont donné lieu à l'attribution du contrat. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont exactes et reconnaît que le Canada s'est fondé sur celles-ci pour lui attribuer ce contrat. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a, et qu'il aura pendant la période du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément aux tâches décrites dans ce contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.27 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément à la disposition de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur doit y avoir accès, il doit le signaler au responsable technique. Sauf indication contraire explicite dans le contrat, le Canada n'a pas l'obligation de fournir l'une ou l'autre des ressources précitées à l'entrepreneur. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, le Canada peut exiger un rajustement de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.28 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada doivent indiquer lorsqu'ils ne sont pas un employé permanent de l'entrepreneur avant le début de la réunion pour s'assurer que chaque participant à la réunion est au courant que cette personne n'est pas un employé permanent de l'entrepreneur;
- (b) Pendant l'exécution de tout travail à un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié à tout moment comme étant un représentant de l'entrepreneur;
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriétés ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à l'une de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la réception d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures correctives qui seront prises pour éviter que le problème se répète. L'entrepreneur aura 5 jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour défaut si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

ANNEXE A, Énoncé des travaux (EDT)

Table des matières

1. INTRODUCTION
2. OBJECTIF DE LA DIIGI
3. COMPOSITION DE LA DIIGI
4. PORTÉE DES TRAVAUX
5. EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES
6. GLOSAIRE

INTRODUCTION

Le Ministère de la Défense nationale/les Forces canadiennes(MDN/FC) ont besoin de se procurer un contrôleur de session en périphérie(CSP) pour leur centre d'essai à Ottawa. Le directeur, Ingénierie et intégration (Gestion de l'information) (DIIGI) a mis sur pied un laboratoire d'essai qui évaluera diverses technologies liées aux réseaux et étudiera leur interopérabilité avec les architectures réseau existantes du MDN/des FC. Le présent EDT précise les exigences pour établir la capacité de contrôleur de session en périphérie(CSP) afin de prendre en charge le projet AS-SIP (protocole initiation de session – services assurés), pour le laboratoire de technologieIP(LEIP). Un CSP est un dispositif normalement déployé sur des réseaux VoIP (voix sur IP) pour exercer un contrôle sur la signalisation et les flux de données de contenu multimédia qui permettent d'établir, de faire et de couper des appels téléphoniques ou d'autres communications interactives multimédias. Les CSP maintiennent habituellement l'état de la session complète et comprennent des fonctions comme la sécurité, la connectivité par l'intermédiaire de diverses techniques, la qualité du service (QS), la priorisation des appels d'urgence et des services multimédias.

La solution proposée doit prendre en charge des modèles de déploiement souples, centralisés ou décentralisés sur des réseaux multisites ou à site unique, des quartiers généraux et des bases, etc., et doit pouvoir être interconnectée sans contraintes géographiques.

La solution doit pouvoir s'intégrer avec l'équipement et les réseaux existants, plus précisément avec les réseaux de sécurité et de la défense américaine, et nécessite par conséquent des certifications, l'intégration et la prise en charge de protocoles bien précis.

La solution doit comprendre une formation du fabricant d'équipement d'origine pour les ingénieurs et les professionnels de la TI de la DIIGI responsables de l'intégration de la technologie voix aux architectures réseau sous-jacentes. Ces personnes seront chargées de créer une solution de téléphonie transparente, évolutive et gérable.

La solution sera utilisée pour fournir des communications unifiées (voix, vidéo, multimédias et données) sur les réseaux du MDN et des FC.

La solution est composée de logiciels et de matériel disponibles sur le marché, et comprend un programme de maintenance détaillé dans le présent énoncé des travaux et les spécifications techniques jointes. Il est important de prendre note que les normes établies dans cet EDT ne visent que l'environnement d'essai et de développement.

1. OBJECTIF DE LA DIIGI

Voici les objectifs du réseau d'essai:

- valider les exigences visant les technologies de prochaine génération pour le MDN et les FC;
- élaborer un bassin d'expérience et de connaissances dans plusieurs domaines, notamment IPv4 et IPv6, qualité du service, réseau local virtuel, VOIP - AS-SIP, XMPP, TLS, SRTP, vidéo sur IP, communications unifiées, technologies de chiffrement et technologies expérimentales en réseautique;

- faire l'essai et valider les modifications de l'infrastructure proposées au MDN et aux FC;
- concevoir, développer, faire l'essai et évaluer les exigences en matière d'interopérabilité et de sécurité pour une passerelle prenant en charge une connectivité transfrontalière entre le MDN et le département de la Défense (DoD, États-Unis);
- fournir l'infrastructure nécessaire pour évaluer la migration de l'ancienne capacité vidéo IP vers le protocole vidéo AS-SIP tel que spécifié dans le Rapport d'état non satisfaisant de 2008 (DoD);
- évaluer la posture de sécurité, les vecteurs d'attaque et la survivance du système lorsqu'il est soumis à des attaques par trafic malveillant et entraînant un déni de service;
- fournir de l'aide avec l'intégration des technologies de réseaux intégrées aux architectures de projet.

1. COMPOSITION DE LA DIIGI

Afin d'atteindre les objectifs énoncés à la section3, le MDN doit mettre en place un laboratoire d'essai, qui couvre non seulement une vaste gamme de technologies de réseaux, mais peut également faire l'essai d'une vaste gamme de produits de fournisseurs.

2. PORTÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit fournir des CSP et les intégrer aux réseaux existants, afin d'atteindre les objectifs du réseau d'essai établis à la section3. Les CSP seront configurés en mode de disponibilité élevée afin de faciliter les tests de basculement et d'assurer le suivi des sessions avec état.

Les CSP, pour les applications AS-SIP, consistent en plateformes conçues pour fournir un pare-feu sensible à la voix et une fonctionnalité d'agent utilisateur en cascade conformément aux exigences de l'UCR (Unified Communications Requirements) de la Defense Information Systems Agency (DISA) des États-Unis. La solution doit être certifiée pour l'interopérabilité et l'assurance de l'information par le programme Department of Defense Unified Capabilities (DOD UC) des États-Unis et faire partie de la Liste des produits approuvés (LPA) pour les capacités unifiées du DoD. La solution doit être conforme aux exigences d'interopérabilité de la norme UCR 2008 et doit respecter les exigences en matière d'assurance de l'information de la norme UCR 2008 telles que définies pour le dispositif CSP. Elle doit également être compatible avec l'infrastructure ICP du MDN afin d'adopter le comportement par bond décrit dans la norme UCR 2008. Dans l'éventualité d'une défaillance du dispositif, le mécanisme de basculement doit conserver les sessions en cours et basculer vers un dispositif actif dans le délai indiqué dans la norme UCR 2008.

Les CSP doivent être intégrés à la périphérie d'un réseau IP existant afin d'assurer une enclave de sécurité d'au plus 20 réseaux externes branchés au CSP, séparés au niveau couche 2 par des identificateurs du VLAN (réseau local virtuel). Les CSP seront interconnectés avec d'autres CSP qui protègent les réseaux externes. Les CSP protégeront la solution Voice and Video over IP qui est certifiée pour fonctionner avec le protocole de partage ASSIP. Le trafic transmis par ces dispositifs est de type signal voix et vidéo ainsi que multimédia, surtout conforme au protocole AS-SIP. Un lien de gestion hors bande mis en œuvre sur un réseau de gestion distinct

assure la gestion des transmissions. La solution servira surtout à fournir des fonctions de parefeu pour la téléphonie, et à convertir l'ancien trafic vidéo IP H.323 au protocole vidéo ASSIP.

Le cadre de sécurité de la solution doit comporter une puissante protection contre les attaques entraînant un déni de service ou un déni de service distribué de niveau couche 3, couche 4, IPsec et signal SIP, et des capacités de détection d'intrusion et de prévention. D'autres caractéristiques de sécurité peuvent comprendre les capacités de chiffrement TLS/SRTP, le contrôle d'accès dynamique, le masquage de la topologie, le respect de la vie privée et la confidentialité, la protection contre les attaques entraînant un déni de service ou un déni de service distribué de l'infrastructure de service, la protection contre les virus et les pourriels vocaux, et la prévention contre la fraude. Toutes ces capacités de sécurité garantissent que les CSP satisfont aux exigences rigoureuses en matière de sécurité des applications AS-SIP.

Les CSP doivent être déployés dans un cadre de disponibilité élevée et faire partie de la catégorie de la taille d'au moins 150 sessions simultanées et d'au plus 2000 sessions simultanées.

Dans le cadre de la solution globale, l'entrepreneur doit aussi assurer des services d'installation et de la formation avancée en matière d'administration et de dépannage et offrir des services professionnels à court terme afin d'aider l'organisme de soutien des services à s'adapter à la gestion des dispositifs.

Pour le CSP, la DIIGII a besoin d'une suite comprenant le matériel, le logiciel, les applications et la formation provenant tous d'un seul fournisseur. La solution doit prendre en charge les modèles de déploiement souples, centralisés ou décentralisés comprenant des réseaux à site unique ou multisites, le quartier général et les bases, etc., et peut être interconnectée sans contraintes géographiques.

Les exigences techniques visant la solution sont décrites plus bas.

3. EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

1. **Dispositif monté en châssis** - La solution doit être un dispositif monté en châssis qui entre dans un châssis standard de 19 pouces.
2. **Configuration de la mémoire** - La solution doit compter au moins 2Go de mémoire vive pour le système d'exploitation et les fichiers de configuration.
3. **Capacité de stockage** - La solution doit être munie d'un disque dur de 500Go pour le stockage.
4. **Connectivité réseau** - La solution doit intégrer au moins 4 ports d'interface réseau 10/100/1000Base-T sur cuivre (prises RJ-45) ainsi qu'une connectivité optionnelle Ethernet de 1000Mbps sur fibre optique.
5. **Port de gestion** - La solution doit être munie d'un port RS-232 pour les services de gestion.
6. **Puissance requise** - La solution doit être munie d'un bloc d'alimentation de 300W et doit pouvoir prendre en charge un bloc d'alimentation additionnel redondant pour chaque appareil.

7. **Exigences environnementales** - La solution doit fonctionner entre 0 et 40 °C, 10 à 85% d'humidité relative, sans condensation. Les températures non opérationnelles se situent entre -20 °C et 65 °C.
8. **Acheminement** - La solution doit acheminer les appels sur les lignes réseau et celles des fournisseurs de services afin de permettre un acheminement au coût le moins élevé et de réduire l'utilisation de la bande passante.
9. **Enregistrement des détails des appels** - La solution doit produire un enregistrement des détails des appels standard pour la facturation des services aux ministères et la planification du réseau, et doit stocker l'information comptable.
10. **Qualité du service** - La solution doit permettre la surveillance de la qualité du service et le réacheminement ou la redistribution du trafic en fonction de la dégradation des performances ou d'une défaillance, y compris la gigue, la perte de paquets de données ou le temps d'attente, et fournir des rapports de statistiques sur la qualité du service.
11. **Réseautage entre les protocoles IPv6 et IPv4** - La solution doit gérer le réseautage entre les protocoles IPv6 et IPv4.
12. **AS-SIP** - La solution doit prendre en charge le protocole AS-SIP (Assured Services Session Initiation Protocol).
13. **Vidéo H.323 vers AS-SIP** - La solution doit convertir une vidéo H.323 à AS-SIP.
14. **Listes de contrôle** - La solution doit utiliser les listes de contrôle d'accès dynamique et statique afin de contrôler et d'accorder l'accès uniquement aux dispositifs et réseaux connus et aux utilisateurs autorisés.
15. **Blocage des appels importuns** - La solution doit bloquer les appels importuns ou en réduire le nombre, y compris les pourriels vocaux, qui peuvent être identifiés grâce à leurs caractéristiques uniques.
16. **Interception légale** – La solution doit prendre en charge des services d'interception légale (CALEA) conformément à une norme approuvée par l'ETSI. Ces services permettent l'interception sélective de tous les appels correspondant aux destinations figurant sur une liste prédéfinie.
17. **Antivirus** – La solution doit avoir une passerelle antivirus pour protéger le réseau contre les pièces jointes malveillantes, les sessions indésirables et les messages malformés.
18. **Protection contre les attaques entraînant un déni de service** - La solution doit fournir une protection contre les attaques entraînant un déni de service SIP.
19. **Protection contre les attaques** - La solution doit masquer le réseau du centre de données, afin d'empêcher les attaques directes, l'écoute clandestine, le vol d'identité et la fraude, et il doit à l'aide de la dissimulation SIP masquer les renseignements de l'utilisateur, à des fins de protection de la vie privée et de confidentialité.
20. **Sessions** – L'entrepreneur doit fournir une configuration qui comprend une licence permettant minimum 150 sessions, et permet d'obtenir une licence pour jusqu'à 2000 sessions de signalisation et de media simultanées en une seule plateforme 1 RU.

21. Plateforme de gestion du réseau - La solution doit fournir une console de gestion centralisée complète qui fournit les fonctions suivantes:

- Gestion de la sécurité
 - i. Fournit des listes de contrôle d'accès pour définir les droits des utilisateurs, des groupes d'utilisateurs et des dispositifs.
 - ii. Permet de créer un journal de toutes les activités effectuées par un utilisateur, y compris son code d'utilisateur, la date et l'heure, les opérations effectuées et la réussite ou l'échec.
 - iii. Règles du mot de passe configurables.
- Gestion du dispositif
 - i. Permet d'ajouter, de supprimer ou de modifier les dispositifs réseau. Fournir des renseignements détaillés sur chacun des dispositifs et groupes de dispositifs.
- Gestion de la configuration
 - i. Permet d'effectuer la configuration, l'approvisionnement des éléments et la gestion des versions et correctifs du logiciel sur le réseau.
 - ii. Une interface graphique (GUI) ou une interface client de services Web avec affichage sur tableau de bord des indicateurs d'état et des configurations.
 - iii. Une vue hiérarchique des éléments du réseau et de ses composants physiques et logiques (interface physique, interface virtuelle, services de signalisation, agents de session, etc.).
 - iv. Information sur l'inventaire des dispositifs et détails sur les paramètres de configuration.
 - v. Contrôle complet du dispositif grâce aux commandes, notamment la sauvegarde, l'activation, la sauvegarde et l'activation et le redémarrage.
 - vi. Aide contextuelle en ligne.
- Gestion des pannes
 - i. Permet la surveillance en temps réel du statut opérationnel du réseau en faisant la collecte de données et en affichant des statistiques sur les alarmes et les pannes.
 - ii. Affichage visuel des alarmes sur l'écran principal à interface graphique.
 - iii. Alarmes codées par couleur selon le niveau de gravité.
 - iv. Mappage de la gravité des alertes configurable par l'utilisateur.
 - v. Gravité configurable des alarmes.
 - vi. Filtrage et gestion des alarmes et des événements.
 - vii. Avis d'alarme, remise à zéro, suppression et sauvegarde dans un fichier.
 - viii. Envoi d'un avis par courriel, selon le niveau de gravité de l'événement.
- Gestion des performances
 - i. Permet la collecte de données et de surveillance en temps réel et d'affichage de statistiques sur les performances.
 - ii. Statistiques disponibles pour les interfaces physiques des systèmes, les interfaces réseau, les partitions, les agents de session.
 - iii. Mesure complète des performances sur, notamment, la signalisation, les paquets multimédias et la bande passante, les trames, les paquets et la bande passante du réseau, la plateforme UC de la solution et l'utilisation de la mémoire.

- iv. Permet de configurer les performances selon certains seuils afin de déclencher des alertes.
- Gestion des rapport
 - i. Permet la production des rapports graphiques sur les données relatives aux indicateurs de rendement clé
 - ii. Permet de générer automatiquement des rapports sur les applications

22. Interopérabilité - La solution doit fonctionner dans un environnement multifournisseur et avoir une interopérabilité complète avec le gestionnaire de communication Avaya AS5300, le gestionnaire de session, CS1000 et Cisco CUCM, Microsoft Lync, y compris la certification Microsoft Lync Server.

23. Connectivité - La solution doit prendre en charge les réseaux de signalisation (SIP et H.323), l'interfonctionnement du transport (TCP, UDP et SCTP), le chiffrement (TLS, SRTP-to-RTP, IPsec), la traduction d'adresses de réseau (NAT) et une compatibilité horizontale avec le pare-feu, la traduction des adresses IP (privées/publiques, IPv4/IPv6) et la conversion de codes.

24. Interopérabilité SIP - La solution doit intégrer la prise en charge de l'interopérabilité et de la signalisation SIP, dont:

- SIP-I et SIP-T.
- H.323.
- l'interconnexion de réseaux SIP vers H.323.
- l'interconnexion de réseaux AS-SIP vers H.323.
- protocole RTSP (Real-time Streaming Protocol).
- protocole MSRP (Support for Message Session Relay Protocol).
- H.248
- MGCP
- ajouter, de supprimer et de modifier tous les en-têtes SIP.
- ajouter, de supprimer, de modifier et de rejeter les en-têtes SIP en fonction de critères de correspondance conditionnels.
- SIP sur UDP, TCP ou SCTP.
- l'interconnexion de réseaux pour l'interfonctionnement du transport de signalisation, notamment l'interconnexion SIP sur protocole UDP, TCP ou SCTP vers et à SUP sur UDP, TCP ou SCTP.
- la terminaison de l'acheminement SIP, le trafic SIP entre entreprises et le télétravail sans matériel supplémentaire.

25. Configuration en grappe/disponibilité élevée - La solution doit prendre en charge la mise en grappe des dispositifs et la disponibilité élevée dans des configurations actives ou en veille sans perte de sessions actives, ainsi que les capacités suivantes:

- Conforme à NEBS niveau 3.
- alimentation c.a. et c.c.
- blocs d'alimentation redondants remplaçables à chaud.
- disponibilité élevée pour les communications multimédias durant une panne sans perte des sessions actives
- disponibilité élevée pour la signalisation SIP durant une panne, y compris la prise en charge des fonctions de semi-communication (notamment la mise en garde d'un appel et le transfert d'appel) après une panne

- disponibilité élevée pour les dossiers comptables et la conservation des dossiers comptables durant une défaillance
- contrôle d'une surcharge qui permet à la solution contrôleur de périphérie réseau de supprimer gracieusement le trafic en cas s'il y a un grand nombre d'appels

26. Équilibrage des charges - La solution doit pouvoir prendre en charge l'équilibrage des charges de tout service ou application SIP fourni, y compris les communications téléphoniques, vidéo, la téléprésence, la messagerie et les communications multimédias, sur n'importe quel réseau d'accès. Elle doit prendre en charge un minimum de 120000 abonnés ainsi que l'équilibrage dynamique des charges selon la disponibilité et le bon fonctionnement de la solution, la capacité de la session, la charge de la session et fournir la garantie qu'aucun appel ne sera interrompu.

27. Audio et vidéo – La solution doit prendre en charge toutes les communications audio et vidéo, c'est-à-dire :

- tous codecs audio.
- tous les codecs vidéo.
- capacité de supprimer les codecs du protocole SDP.
- capacité de réordonner les codecs à partir du protocole SDP.

28. Certifications - La solution doit détenir les certifications suivantes:

- Certification américaine Communications unifiées (UL).
- Certification américaine Security Technical Implementation Guide (STIG).
- Faire partie de la liste de la Defense Information Systems Agency (DISA) comme étant conforme à la liste de produits approuvés DISA Unified Capabilities (UC) et à la norme Unified Communications Requirements (UCR).
- Normes de la CSA ou UE pour la sécurité.
- Homologation JITC (Joint Interoperability Test Command) par le département de la Défense (DoD) en tant que contrôleur de périphérie réseau.

29. Soutien au cryptage – La solution doit permettre les protocoles de cryptage suivants: TLS, SRTP SDES, SRTP MIKEY, clés du IPSec Manual, IPSec IKE et IPSec IMS-AKA

30. Aucune dégradation du cryptage - La solution doit permettre TLS, SRTP et IPSec sans dégradation de la capacité globale de la plateforme.

31. Soutien au transcodage – La solution doit permettre le transcodage entre l'un quelconque des types codec suivants: G.711, G.722, G.722.2 (AMR-WB), G.723.1, G.726, G.729/A/B, iLBC, AMR et GSM.

32. Aucune dégradation du transcodage – La solution doit permettre le transcodage sans dégradation de la capacité globale de la plateforme.

1. GLOSSAIRE

Acheminement dynamique	Capacité à modifier le chemin d'accès pris pour l'acheminement dans le système en réponse à un changement de conditions.
AS-SIP	Protocole Assured Services Session Initiation Protocol
CIR	Débit minimal garanti.

Commutation par paquets	Les réseaux à commutation par paquets qui existaient avant l'Internet, y compris les premiers réseaux avant les interfaces X.25 et OSI; et dans le temps où les entreprises de télégraphes et téléphones ont mis sur pied des réseaux avec les interfaces X.25.
Contrôle de flux	Processus de gestion du débit de transmission des données entre deux nœuds afin d'empêcher un expéditeur rapide de surcharger un récepteur lent.
EIR	Débit d'information excédentaire
Ethernet	Technologies de réseautage informatique basé sur des trames pour les réseaux locaux.
FCIP	Fibre optique sur IP aussi connu sous le nom de tunnellation sur fibre optique.
Gigabit Ethernet	Transmission de trames Ethernet à un débit de gigabit par seconde.
Gigue	La variation du temps d'attente entre des paquets successifs sur une connexion réseau. La gigue peut être qualifiée comme une moyenne pondérée du temps d'attente entre chaque paire de paquets consécutifs reçus.
IPv4	Protocole Internet version 4: le cœur de la méthode d'interconnexion de réseaux de l'Internet fondée sur les normes.
IPv6	Protocole Internet version 6 (IPv6): version du protocole Internet.
MPLS	Commutation multiprotocole par étiquette. Norme IETF initialement élaborée par Cisco pour simplifier et optimiser le transport sur protocole IP basé sur les caractéristiques du réseau et du type de données transportées.
Perte de paquet	Lorsque les paquets n'atteignent pas leur destination ou, plus précisément, le débit auquel se produit ce phénomène.
Qualité du service	La qualité du service est la capacité de fournir différentes priorités à différentes applications, différents utilisateurs ou différents flux de données, ou de garantir un certain niveau de performances à un flux de données.
SIP	Le protocole SIP (Session Initiation Protocol) est un protocole défini IETF largement utilisé pour contrôler les sessions de transmission telles que les appels téléphoniques et vidéo sur protocole Internet (IP).
STCP	Protocole de contrôle de transmission du flux
TCP	Protocole de contrôle de transmission
Temps d'attente	Le temps que prend un paquet pour traverser le chemin d'un réseau de bout en bout, déterminé principalement par l'effet cumulatif du temps de propagation sur chaque lien, le temps d'insertion et le temps d'attente à chaque dispositif le long du chemin.
UDP	Protocole UDP (User Datagram Protocol)
VLAN	Réseau local virtuel
VOIP	Voice-Over-IP – Le transport du trafic voix sur les mêmes réseaux IP utilisés pour la transmission de données, plutôt que sur une infrastructure numérique et analogique distincte.

ANNEXE B
Fiche de présentation de la soumission financière

Annexe C
Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

ANNEXE D

Certification - Programme de marché réservés aux entreprises autochtones

- .1 Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu de l'initiative du gouvernement fédéral sur la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, décrite à l'Annexe 9.4, Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, du *Guide des approvisionnements*.

.2 Le soumissionnaire :

- (a) *atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de tout contrat subséquent les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée;*
- (b) *convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins de tout contrat subséquent doit respecter les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée; et*
- (c) *convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.*

.3 Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :

- (a) () Le soumissionnaire est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.

OU

- (b) () Le soumissionnaire est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

.4 Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :

- (a) () L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.

OU

- (b) () L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.

- .5 À la demande du Canada, le soumissionnaire doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le soumissionnaire doit veiller à ce que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'entrepreneur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.

- .6 En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE

Formulaire 1

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) [voir les <i>Instructions et conditions uniformisées</i> de 2003]		
Compétence du contrat : Province du Canada choisie par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire », dans la partie 5 de la demande de soumissions.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions?	
	Oui ____ Non ____	
	Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 5, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».	
	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?	
	Oui ____ Non ____	
	Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 5, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».	
Attestation du contenu canadien Comme décrit dans la demande de soumissions, la préférence sera donnée aux soumissions qui auront au moins 80 p. 100 de contenu canadien. [Pour obtenir la définition des produits et des services canadiens, consulter la clause K4000D du Guide des CCUA de TPSGC]	En apposant ma signature ci-après, j'atteste au nom du soumissionnaire que [<i>cocher la case appropriée</i>] :	
	Au moins 80 p. 100 du prix de la soumission consiste en des produits et services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)	
	Moins de 80 p. 100 du prix de la soumission consiste en des produits et services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)	

<p>Attestation du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme) :</p> <p>Si le soumissionnaire n'y est pas assujéti, en indiquer la raison à droite. Si le soumissionnaire ne fait pas partie des exceptions énumérées à droite, les exigences du Programme s'appliquent et le soumissionnaire doit :</p> <p>(a) transmettre au ministère des RHDC le formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ; ou</p> <p>(b) indiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.</p> <p>Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission l'attestation relative au Programme ou le formulaire LAB 1168 signé. Si cette information n'accompagne pas la soumission, elle doit être fournie sur demande de l'autorité contractante durant l'évaluation.</p>	<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste également, au nom du soumissionnaire, que ce dernier <i>[cocher la case appropriée]</i> :</p> <p>(a) n'est pas assujéti aux exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel;</p> <p>(b) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>;</p> <p>(c) est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) (n'ayant pas soumissionné des marchés de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente); OU</p> <p>(d) est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère RHDC).</p>
<p>Nombre d'ETP [Les soumissionnaires doivent indiquer (pour tous les volets applicables) le nombre total de postes à temps plein qu'ils devraient créer et maintenir si le contrat leur est attribué. Ces renseignements sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas utilisés lors de l'évaluation.]</p>	
<p>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [indiquer le niveau et la date d'attribution]</p>	
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que :</p> <p>1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;</p> <p>2. cette soumission est valide pour la période exigée dans la demande de soumissions;</p> <p>3. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.</p>	
<p>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire</p>	

<p align="center">Formulaire 2</p> <p align="center">Formulaire d'attestation de la conformité technique</p>		
<p align="center">Article de l'énoncé des travaux nécessitant l'attestation du soumissionnaire</p>	<p align="center">Attestation du soumissionnaire</p>	<p align="center">Renvoi aux documents de support inclus dans la soumission</p>
<p>1. Dispositif monté en châssis - La solution doit être un dispositif monté en châssis qui entre dans un</p>		

<p>châssis standard de 19 pouces.</p> <p>2. Configuration de la mémoire - La solution doit compter au moins 2Go de mémoire vive pour le système d'exploitation et les fichiers de configuration.</p>		
<p>3. Capacité de stockage - La solution doit être munie d'un disque dur de 500Go pour le stockage.</p>		
<p>4. Connectivité réseau - La solution doit intégrer au moins 4 ports d'interface réseau 10/100/1000Base-T sur cuivre (prises RJ-45) ainsi qu'une connectivité optionnelle Ethernet de 1000Mbps sur fibre optique</p>		
<p>5. Port de gestion - La solution doit être munie d'un port RS-232 pour les services de gestion.</p>		
<p>6. Puissance requise - La solution doit être munie d'un bloc d'alimentation de 300W et doit pouvoir prendre en charge un bloc d'alimentation additionnel redondant pour chaque appareil.</p>		
<p>7. Exigence environnementales - La solution doit fonctionner entre 0 et 40 °C, 10 à 85% d'humidité relative, sans condensation. Les températures non opérationnelles se situent entre -20 °C et 65 °C.</p>		
<p>8. Acheminement - La solution doit acheminer les appels sur les lignes réseau et celles des fournisseurs de services afin de permettre un acheminement au coût le moins élevé et de réduire</p>		

l'utilisation de la bande passante.		
9. Enregistrement des détails des appels - La solution doit produire un enregistrement des détails des appels standard pour la facturation des services aux ministères et la planification du réseau, et doit stocker l'information comptable.		
10. Qualité du service - La solution doit permettre la surveillance de la qualité du service et le réacheminement ou la redistribution du trafic en fonction de la dégradation des performances ou d'une défaillance, y compris la gigue, la perte de paquets de données ou le temps d'attente, et fournir des rapports de statistiques sur la qualité du service		
11. Réseautage entre les protocoles IPv6 et IPv4 - La solution doit gérer le réseautage entre les protocoles IPv6 et IPv4.		
12. AS-SIP - La solution doit prendre en charge le protocole AS-SIP (Assured Services Session Initiation Protocol).		
13. Vidéo H.323 vers AS-SIP - La solution doit convertir une vidéo H.323 à AS-SIP.		
14. Listes de contrôle - La solution doit utiliser les listes de contrôle d'accès dynamique et statique afin de contrôler et d'accorder l'accès uniquement aux dispositifs et réseaux connus et aux utilisateurs autorisés.		
15. Blocage des appels importuns - La solution doit bloquer les appels importuns ou en réduire le nombre, y compris les		

pourriels vocaux, qui peuvent être identifiés grâce à leurs caractéristiques uniques.		
16. Interception légale – La solution doit prendre en charge des services d'interception légale (CALEA) conformément à une norme approuvée par l'ETSI. Ces services permettent l'interception sélective de tous les appels correspondant aux destinations figurant sur une liste prédéfinie.		
17. Antivirus – La solution doit avoir une passerelle antivirus pour protéger le réseau contre les pièces jointes malveillantes, les sessions indésirables et les messages malformés.		
18. Protection contre les attaques entraînant un déni de service - La solution doit fournir une protection contre les attaques entraînant un déni de service SIP.		
19. Protection contre les attaques - La solution doit masquer le réseau du centre de données, afin d'empêcher les attaques directes, l'écoute clandestine, le vol d'identité et la fraude, et il doit à l'aide de la dissimulation SIP masquer les renseignements de l'utilisateur, à des fins de protection de la vie privée et de confidentialité.		
20. Sessions – L'entrepreneur doit fournir une configuration qui comprend une licence permettant minimum 150 sessions, et permet d'obtenir une licence pour jusqu'à 2000 sessions de signalisation et de media		

simultanées en une seule plateforme 1 RU.		
<p>21. Plateforme de gestion du réseau - La solution doit fournir une console de gestion centralisée complète qui fournit les fonctions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Gestion de la sécurité</u> <ul style="list-style-type: none"> i. Fournit des listes de contrôle d'accès pour définir les droits des utilisateurs, des groupes d'utilisateurs et des dispositifs. ii. Permet de créer un journal de toutes les activités effectuées par un utilisateur, y compris son code d'utilisateur, la date et l'heure, les opérations effectuées et la réussite ou l'échec. iii. Règles du mot de passe configurables. - <u>Gestion du dispositif</u> <ul style="list-style-type: none"> i. Permet d'ajouter, de supprimer ou de modifier les dispositifs réseau. Fournir des renseignements détaillés sur chacun des dispositifs et groupes de dispositifs. - <u>Gestion de la configuration</u> <ul style="list-style-type: none"> i. Permet d'effectuer la configuration, l'approvisionnement des éléments et la gestion des versions et correctifs du logiciel sur le réseau. ii. Une interface graphique (GUI) ou une interface client de services Web avec affichage sur tableau de bord des indicateurs d'état et des configurations. iii. Une vue hiérarchique des éléments du réseau et de ses composants physiques et logiques (interface 		

<p>physique, interface virtuelle, services de signalisation, agents de session, etc.).</p> <p>iv. Information sur l'inventaire des dispositifs et détails sur les paramètres de configuration.</p> <p>v. Contrôle complet du dispositif grâce aux commandes, notamment la sauvegarde, l'activation, la sauvegarde et l'activation et le redémarrage.</p> <p>vi. Aide contextuelle en ligne.</p> <p><u>-Gestion des pannes</u></p> <p>i. Permet la surveillance en temps réel du statut opérationnel du réseau en faisant la collecte de données et en affichant des statistiques sur les alarmes et les pannes.</p> <p>ii. Affichage visuel des alarmes sur l'écran principal à interface graphique.</p> <p>iii. Alarmes codées par couleur selon le niveau de gravité.</p> <p>iv. Mappage de la gravité des alertes configurable par l'utilisateur.</p> <p>v. Gravité configurable des alarmes.</p> <p>vi. Filtrage et gestion des alarmes et des événements.</p> <p>vii. Avis d'alarme, remise à zéro, suppression et sauvegarde dans un fichier.</p> <p>viii. Envoi d'un avis par courriel, selon le niveau de gravité de l'événement.</p> <p><u>-Gestion des performances</u></p> <p>i. Permet la collecte de données et de surveillance en temps réel et</p>		
---	--	--

<p>d'affichage de statistiques sur les performances.</p> <p>ii. Statistiques disponibles pour les interfaces physiques des systèmes, les interfaces réseau, les partitions, les agents de session.</p> <p>iii. Mesure complète des performances sur, notamment, la signalisation, les paquets multimédias et la bande passante, les trames, les paquets et la bande passante du réseau, la plateforme UC de la solution et l'utilisation de la mémoire.</p> <p>iv. Permet de configurer les performances selon certains seuils afin de déclencher des alertes.</p> <p><u>-Gestion des rapport</u></p> <p>i. Permet la production des rapports graphiques sur les données relatives aux indicateurs de rendement clé</p> <p>ii. Permet de générer automatiquement des rapports sur les applications</p>		
<p>22. Interopérabilité - La solution doit fonctionner dans un environnement multifournisseur et avoir une interopérabilité complète avec le gestionnaire de communication Avaya AS5300, le gestionnaire de session, CS1000 et Cisco CUCM, Microsoft Lync, y compris la certification Microsoft Lync Server.</p>		
<p>23. Connectivité - La solution doit prendre en charge les réseaux de signalisation (SIP et H.323),</p>		

l'interfonctionnement du transport (TCP, UDP et SCTP), le chiffrement (TLS, SRTP-to-RTP, IPSec), la traduction d'adresses de réseau (NAT) et une compatibilité horizontale avec le pare-feu, la traduction des adresses IP (privées/publiques, IPv4/IPv6) et la conversion de codes.		
<p>24. Interopérabilité SIP -</p> <p>La solution doit intégrer la prise en charge de l'interopérabilité et de la signalisation SIP, dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> -SIP-I et SIP-T. -H.323. -l'interconnexion de réseaux SIP vers H.323. -l'interconnexion de réseaux AS-SIP vers H.323. -protocole RTSP (Real-time Streaming Protocol). -protocole MSRP (Support for Message Session Relay Protocol). -H.248 -MGCP -ajouter, de supprimer et de modifier tous les en-têtes SIP. -ajouter, de supprimer, de modifier et de rejeter les en-têtes SIP en fonction de critères de correspondance conditionnels. -SIP sur UDP, TCP ou SCTP. -l'interconnexion de réseaux pour l'interfonctionnement du transport de signalisation, notamment l'interconnexion SIP sur protocole UDP, TCP ou SCTP vers et à SUP sur UDP, TCP ou SCTP. 		

-la terminaison de l'acheminement SIP, le trafic SIP entre entreprises et le télétravail sans matériel supplémentaire.		
<p>25. Configuration en grappe/disponibilité élevée - La solution doit prendre en charge la mise en grappe des dispositifs et la disponibilité élevée dans des configurations actives ou en veille sans perte de sessions actives, ainsi que les capacités suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Conforme à NEBS niveau 3. -alimentation c.a. et c.c. -blocs d'alimentation redondants remplaçables à chaud. -disponibilité élevée pour les communications multimédias durant une panne sans perte des sessions actives -disponibilité élevée pour la signalisation SIP durant une panne, y compris la prise en charge des fonctions de semi-communication (notamment la mise en garde d'un appel et le transfert d'appel) après une panne - disponibilité élevée pour les dossiers comptables et la conservation des dossiers comptables durant une défaillance -contrôle d'une surcharge qui permet à la solution contrôleur de périphérie réseau de supprimer gracieusement le trafic en cas s'il y a un grand nombre d'appels 		
26. Équilibrage des		

<p>charges - La solution doit pouvoir prendre en charge l'équilibrage des charges de tout service ou application SIP fourni, y compris les communications téléphoniques, vidéo, la téléprésence, la messagerie et les communications multimédias, sur n'importe quel réseau d'accès. Elle doit prendre en charge un minimum de 120000 abonnés ainsi que l'équilibrage dynamique des charges selon la disponibilité et le bon fonctionnement de la solution, la capacité de la session, la charge de la session et fournir la garantie qu'aucun appel ne sera interrompu.</p>		
<p>27. Audio et vidéo – La solution doit prendre en charge toutes les communications audio et vidéo, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> -tous codecs audio. -tous les codecs vidéo. -capacité de supprimer les codecs du protocole SDP. -capacité de réordonner les codecs à partir du protocole SDP. - 		
<p>28. Certifications - La solution doit détenir les certifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Certification américaine Communications unifiées (UL). -Certification américaine Security Technical Implementation Guide (STIG). -Faire partie de la liste de la Defense Information Systems Agency (DISA) comme étant conforme à la liste de produits 		

<p>approuvés DISA Unified Capabilities (UC) et à la norme Unified Communications Requirements (UCR).</p> <p>-Normes de la CSA ou UE pour la sécurité.</p> <p>-Homologation JITC (Joint Interoperability Test Command) par le département de la Défense (DoD) en tant que contrôleur de périphérie réseau.</p>		
<p>29. Soutien au cryptage –La solution doit permettre les protocoles de cryptage suivants:TLS, SRTP, SDES, SRTP MIKEY, clés du IPSec Manual, IPSec IKE et IPSec IMS-AKA</p>		
<p>30. Aucune dégradation du cryptage - La solution doit permettre TLS, SRTP et IPSec sans dégradation de la capacité globale de la plateforme.</p>		
<p>31. Soutien au transcodage – La solution doit permettre le transcodage entre l'un quelconque des types codec suivants:G.711, G.722, G.722.2 (AMR-WB), G.723.1, G.726, G.729/A/B, iLBC, AMR et GSM.</p>		
<p>32. Aucune dégradation du transcodage – La solution doit permettre le transcodage sans dégradation de la capacité globale de la plateforme</p>		

Formulaire 3

Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)

Ce formulaire vise à confirmer que le fabricant original de matériel (FOM) nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir et à maintenir ses produits dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous.

Nom du constructeur FOM

Signature du signataire autorisé du FOM

Nom en caractères d'imprimerie
du signataire autorisé du FOM

Titre en caractères d'imprimerie
du signataire autorisé du FOM

Adresse du signataire autorisé du FOM

N° de téléphone du signataire autorisé du FOM

N° de télécopieur du signataire autorisé du FOM

Date de signature

Numéro de la demande de soumissions

Nom du soumissionnaire

Formulaire 4

Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel (à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel)

Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :

[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]

Formulaire 5

Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel

(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur de logiciel)

Ce formulaire vise à confirmer que l'éditeur de logiciel nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous.

Cette autorisation s'applique aux logiciels suivants :

[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]

Nom de l'éditeur de logiciel (EL)

Signature du signataire autorisé de l'EL

Nom en caractères d'imprimerie
du signataire autorisé de l'EL

Titre en caractères d'imprimerie
du signataire autorisé de l'EL

Adresse du signataire autorisé de l'EL

N° de téléphone du signataire autorisé de l'EL

N° de télécopieur du signataire autorisé de l'EL

Date de signature

Numéro de la demande de soumissions

Nom du soumissionnaire

Annexe B - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	
Annexe B - Appendice A - Instructions à l'intention des soumissionnaires	
INSTRUCTIONS ET NOTES	
	Instructions générales
1	<p>Au moment de remplir la feuille de calcul, le soumissionnaire ne doit entrer des données que dans les cellules non ombragées. Le calcul se fera automatiquement dans les cellules ombragées, au besoin. Le soumissionnaire ne doit pas modifier la formule établie dans les cellules ombragées à moins d'en avoir reçu la directive de la part de TPSGC.</p> <p>Le tableau d'établissement des prix, une fois rempli, doit comprendre un prix pour chacun des articles inscrits dans la colonne B.</p> <p>Veuillez noter que les soumissionnaires doivent saisir « 0,00 \$ » pour les articles proposés sans frais supplémentaires ou inclus avec un autre article.</p>
2	<p>Tous les prix unitaires doivent :</p> <p>être en devises canadiennes;</p> <p>inclure les droits de douanes canadiens et la taxe d'accise, s'il y a lieu;</p> <p>exclure la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée(TVH).</p>
3	<p>Le soumissionnaire doit remplir les feuilles de calcul suivantes (onglets) :</p> <p>Annexe B - Appendice A - Articles d'achats et services d'entretien et de soutien initiaux</p> <p>Annexe B - Appendice B - Articles d'achats et services d'entretien et de soutien facultatifs</p> <p>Annexe B - Appendice C - Services professionnels et formation</p>

Annexe B - Appendice A - Articles d'achat et services													
PÉRIODE INITIALE VISÉE PAR LE CONTRAT						4 ANNÉES D'OPTION D'UN AN SUPPLÉMENTAIRES POUR LES SERVICES D'ENTRETIEN ET DE SOUTIEN POUR LE MATÉRIEL/LOGICIEL							
Article	Description du produit	Code du produit	Quantité	Prix de lot ferme	Prix calculé total	ANNÉE D'OPTION 1		ANNÉE D'OPTION 2		ANNÉE D'OPTION 3		ANNÉE D'OPTION 4	
						Prix mensuel ferme	Prix annuel calculé	Prix mensuel ferme	Prix annuel calculé	Prix mensuel ferme	Prix annuel calculé	Prix mensuel ferme	Prix annuel calculé
A	B	C	D	E	F = D x E	G	H = D x G x 12	I	J = D x I x 12	K	L = D x K x 12	M	N = D x M x 12
1	Dispositif CSP qui satisfait à l'ensemble des exigences obligatoires décrites en détail dans l'Énoncé des travaux, y compris tout câblage et toute alimentation à haute disponibilité (active/passive) offrant une redondance qui pourraient être requis, ainsi qu'une licence pour 150 sessions qui permet d'homologuer jusqu'à concurrence de 2 000 sessions, incluant une garantie/services d'entretien/soutien retour au dépôt d'un an.		2	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
2	Plateforme d'administration centralisée de réseau qui satisfait à l'ensemble des exigences obligatoires décrites en détail dans l'Énoncé des travaux, incluant une garantie/services d'entretien/soutien retour au dépôt d'un an.		1	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
TOTAL PARTIEL					\$0.00		\$0.00		\$0.00		\$0.00		\$0.00
TOTAL													\$0.00
TOTAL													\$0.00
Remarques													
Année d'option 1 s'étend pour 12 mois commençant à la fin de l'année initiale.													
Année d'option 2 s'étend pour 12 mois commençant à la fin de l'année d'option 1.													
Année d'option 3 s'étend pour 12 mois commençant à la fin de l'année d'option 2.													
Année d'option 4 s'étend pour 12 mois commençant à la fin de l'année d'option 3.													

Annexe B - Appendice B - Articles d'achat et services facultatifs																
BIENS VISÉS PAR L'OPTION										OPTIONS ENTRETIEN ET SOUTIEN						
Article	Description du produit	ANNÉE INITIALE				ANNÉE D'OPTION 1		ANNÉE D'OPTION 2		ANNÉE D'OPTION 3		ANNÉE D'OPTION 4				
		Code du produit	Quantité	Prix de lot ferme	Prix calculé total	Code du produit	Prix mensuel ferme	Prix annuel calculé	Prix mensuel ferme	Prix annuel calculé	Prix mensuel ferme	Prix annuel calculé	Prix mensuel ferme	Prix annuel calculé		
A	B	C	D	E	F = D x E	G	H	I = D x H x 12	J	K = D x J x 12	L	M = D x L x 12	N	O = D x P x 12	P	R = D x N x 12
Option 1	Dispositif CSP qui satisfait à l'ensemble des exigences obligatoires décrites en détail dans l'Énoncé des travaux, y compris tout câblage et toute alimentation à haute disponibilité (active/passive) offrant une redondance qui pourraient être requis, ainsi qu'une licence pour 150 sessions qui permet d'homologuer jusqu'à concurrence de 2 000 sessions, incluant une garantie/services d'entretien/soutien retour au dépôt d'un an.		6	\$ 0.00	\$ 0.00				\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00
Option 2	Plateforme d'administration centralisée de réseau qui satisfait à l'ensemble des exigences obligatoires décrites en détail dans l'Énoncé des travaux, incluant une garantie/services d'entretien/soutien retour au dépôt d'un an.		2	\$ 0.00	\$ 0.00				\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00
Option 3	Mise à niveau des licences - de 150 à 250 sessions		6	\$ 0.00	\$ 0.00		\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00
Option 4	Mise à niveau des licences - de 250 à 500 sessions		6	\$ 0.00	\$ 0.00		\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00
Option 5	Mise à niveau des licences - de 500 à 1000 sessions		4	\$ 0.00	\$ 0.00		\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00
Option 6	Mise à niveau des licences - de 1 000 à 2 000 sessions		4	\$ 0.00	\$ 0.00		\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00	\$ 0.00
TOTAL PARTIEL					\$ 0.00			\$ 0.00		\$ 0.00		\$ 0.00		\$ 0.00		\$ 0.00
TOTAL					\$ 0.00			\$ 0.00		\$ 0.00		\$ 0.00		\$ 0.00		\$ 0.00

Annexe B - Appendice C - Services professionnels et formation						
Article	Catégorie des ressources des Services professionnels	Détails	Code du produit	N ^b re de jours/étudiants	Taux quotidien ferme/Taux par étudiant par ferme	
A	B	C	D	E	F	G = E x F
Option 1	Services professionnels - Formation en salle de classe	Services professionnels par étudiant pour la formation en salle de classe (indemnité par étudiant)		40	\$0.00	\$0.00
Option 2	Services professionnels - Soutien des produits et programmation, et application des dispositifs; mentoring	Taux quotidien		50	\$0.00	\$0.00
Total partiel de la formation						\$0.00
Total des Services professionnels et de la Formation						#REF!

FEUILLE SOMMAIRE - TOUTES LES COMPOSANTES		
Description	Prix offert	
	B	
Appendice A : Articles d'achat		
Articles d'achat	\$0.00	
Appendice B : Articles d'achat facultatifs		
Articles d'achat	\$0.00	
Appendice C : Services professionnels facultatifs		
Services professionnels et formation	\$0.00	
PRIX OFFERT TOTAL		



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

RECEIVED

OCT 21 2013

Contract Number / Numéro du contrat

W8474-146725

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction ADM(IM)/DGIMTSP/DIMEI
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Contract is to implement and configure a Session Border Controller in the classified lab environment. This SRCL is for the purpose of allowing the contractor to have a building access pass, email and to perform work unescorted.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☐ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

☒ SECRET
SECRET

☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET
NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ		NATO				COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COMSEC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C	
Information / Assets Renseignements / Bénéfices														
Production														
IT Media / Support TI														
IT Link / Lien électronique														

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8474-146725

Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Captain Gary Pecht

Title - Titre

ITPL Manager

Signature

Telephone No. - N° de téléphone
(613) 998-9626

Facsimile No. - N° de télécopieur
(613) 990-4990

E-mail address - Adresse courriel
gary.pecht@forces.gc.ca

Date
27 June 2013

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Sasha Medjovic - CF MP GP HQ - Industrial Security
Senior Security Analyst
Tel: 613-949-1066 / Fax: 613-949-1069
E-mail: sasha.medjovic@forces.gc.ca

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

2013-06-27

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No
Non

☒ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

30-OCTOBER-2013

Jacques Saumur
Contract Security Officer, Contract Security Division
Jacques.Saumur@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Tel/Tél - 613-948-1732 / Fax/Téléc - 613-954-4171